

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
MISSION DES ARCHIVES

ARCHIVES
DES
SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COORDINATION GOUVERNEMENTALE

**État thématique des versements
conservés aux Archives nationales**

PARIS
2018

SOMMAIRE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT (SGG)	3
MINUTIERS CHRONOLOGIQUES	8
SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT	9
<i>Tous Secrétaires généraux confondus</i>	9
<i>Roger Belin (1958-1964)</i>	10
<i>Jean Donnedieu de Vabres (1964-1974)</i>	10
<i>Marceau Long (1975-1982)</i>	11
<i>Jacques Fournier (1982-1986)</i>	13
<i>Renaud Denoix de Saint-Marc (1986-1995)</i>	14
<i>Jean-Marc Sauvé (1995-2006)</i>	14
DIRECTEUR AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	15
CABINET DU SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT	16
<i>Service du courrier</i>	17
<i>Réunions interministérielles et comités interministériels</i>	18
<i>Secrétariat du Conseil des ministres</i>	19
<i>Décorations</i>	20
CONSEILLER POUR LES AFFAIRES ECONOMIQUES ET CHARGES DE MISSION.....	21
<i>Conseils et comités restreints, réunions et commissions interministérielles</i>	21
<i>Conseiller pour les affaires économiques</i>	22
<i>Chargés de mission</i>	23
SERVICE DE LA LEGISLATION ET DE LA QUALITE DU DROIT (SLQD).....	41
<i>Fonctionnement</i>	41
<i>Préparation des lois, décrets et ordonnances</i>	41
<i>Originaux des lois, décrets et arrêtés</i>	43
<i>Projets et propositions de lois et décrets sans suite ou retirés</i>	50
COMMISSION SUPERIEURE DE CODIFICATION	51
MISSION D'ORGANISATION DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE (MOSPM)	53
COMMISSION INTERMINISTERIELLE DE LA POLITIQUE IMMOBILIERE DE L'ÉTAT (CIPI)	54
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT AUPRES DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES.....	56
MISSION D'ORGANISATION ADMINISTRATIVE.....	60
COLLECTION DE DOCUMENTS ISOLES	61
SERVICE D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT (SIG)	62
INSTITUTIONS AYANT PRECEDE LE SERVICE D'INFORMATION ET DE DIFFUSION (SID).....	64
DIRECTEURS	64
CHARGES DE MISSION	66
DEPARTEMENTS DOCUMENTATION, REVUES DE PRESSE, PUBLICATIONS.....	67
DEPARTEMENT CAMPAGNES DE COMMUNICATION	68
<i>Dossiers d'agrément des campagnes</i>	68
<i>Affiches et supports visuels</i>	70
<i>Archives audiovisuelles</i>	71
DEPARTEMENT ÉTUDES ET SONDAGES D'OPINION	71
DEPARTEMENT INFORMATION DES USAGERS	73
COMITE POUR LA CONSULTATION NATIONALE DES JEUNES (1994)	74

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT (SGG)

INTRODUCTION

Le Secrétariat général du Gouvernement est un organisme très particulier dans la structure des institutions et administrations françaises, et souvent méconnu. De façon synthétique, le SGG est un organisme assurant le bon fonctionnement de la machine gouvernementale, au regard non seulement de l'efficacité administrative, mais aussi du respect des règles de droit.

HISTOIRE

L'idée de créer un Secrétariat général auprès de la Présidence du Conseil est apparue pour la première fois au début du XX^e siècle, sous la plume d'Henri Chardon, docteur en droit et conseiller d'Etat, dans un ouvrage intitulé *Le pouvoir administratif*, en 1912¹. Elle fut reprise et développée à la fin de la Première Guerre mondiale, en partie sous l'influence de la réforme entreprise par Lloyd George en Grande-Bretagne, qui devait aboutir à la création du « cabinet office » britannique.

Le député de Meurthe-et-Moselle Louis Marin déposa ainsi en 1917, puis en 1919, une proposition de loi « tendant à créer un service administratif permanent à la Présidence du Conseil des ministres »². Louis Marin faisait le constat, à la lumière de la guerre notamment, de l'absence d'organe spécifique, à la disposition du seul président du Conseil, en charge de l'enregistrement des décisions, de la préparation du travail gouvernemental et du contrôle de l'exécution des décisions prises. Il incitait donc ses collègues parlementaires à créer un organe de coordination interministérielle, qu'il considérait comme la priorité dans le cadre de la réforme de l'État.

Il n'était d'ailleurs pas le seul à pointer cette nécessité : Léon Blum fit le même constat dans ses *Lettres sur la réforme gouvernementale* en 1917, publiées sous couvert de l'anonymat mais reconnues de tous, dans deux livraisons de *La Revue de Paris* (1^{er} et 15 décembre 1917)³. Il y plaidait en faveur d'un pouvoir exécutif renforcé, secondé par un organe de coordination, le Secrétariat général du gouvernement.

Dans le même temps, en raison des nécessités de la guerre de 1914, émergea un organisme, ébauche du futur Secrétariat général du gouvernement. En mars 1917, Alexandre Ribot, président du Conseil, créa un Secrétariat administratif, qui devint en septembre 1917, par décision de Paul Painlevé, son successeur, un Secrétariat général. Ce service était surtout chargé d'une mission de renseignement et de documentation, ainsi que d'un essai de coordination administrative. Georges Clemenceau, président du Conseil de novembre 1917 à 1920, en fit un organisme non seulement de documentation, mais aussi de coordination interministérielle avec, à sa tête, un sous-secrétaire d'Etat, Jules Jeanneney. Cet organisme fut toutefois éphémère : il

¹ Henri Chardon préconisait l'institution d'un président du Conseil sans portefeuille, afin de mieux contrôler l'activité du gouvernement. Par ailleurs, il proposait une réorganisation des services publics, la réforme administrative, notamment des ministères, ainsi que des suggestions concernant le statut des fonctionnaires et l'interdiction de la grève dans les services publics.

² Chambre des députés, annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 31 décembre 1919.

³ Ces deux textes formèrent la première mouture de son livre sur *La réforme gouvernementale*, paru en 1936.

disparut à la fin de la guerre, puis réapparut en 1924 avec Édouard Herriot qui, président du Conseil de juin 1924 à avril 1925, recréa un secrétariat général des services administratifs de la présidence du Conseil, qu'il confia au député de l'Aube Alexandre Israël. Ces fonctions furent ensuite confiées à des sous-secrétaires d'Etat à la présidence du Conseil, Georges Bonnet (avril-octobre 1925), Adrien Berthod (octobre-novembre 1925), Pierre Laval (novembre 1925-mars 1926), Charles Daniélou (mars-juillet 1926) et Albert Milhaud (juillet 1926). Par mesure d'économie, en juillet 1926, le nouveau président du Conseil Raymond Poincaré supprima ce sous-secrétaire d'Etat et la "section administrative".

Si la question de la réforme de l'État et de la coordination gouvernementale a perdu de son intensité une fois la prospérité retrouvée, sans pour autant disparaître, il était logique de la voir de nouveau se manifester lorsque la France se trouve confrontée à une nouvelle crise majeure de régime, en 1933-1934. En 1934, l'ancien président du Conseil André Tardieu publie un ouvrage important, *L'heure de la décision*, tandis que Paul Reynaud prend position pour une réforme institutionnelle importante, afin de combattre les effets de l'instabilité politique, dans un régime parlementaire.

Les émeutes du 6 février 1934 précipitent les événements : rappelé au lendemain des émeutes, Gaston Doumergue prend la direction d'un gouvernement d'union nationale. Il souhaite un renforcement du pouvoir exécutif, mais les radicaux s'opposent à son projet de réforme constitutionnelle, ce qui entraîne sa démission en novembre 1934.

Malgré cet échec, les débats sur la réforme de l'État qui agitaient les hommes politiques et l'opinion publique en 1933-1934 aboutissent néanmoins à la création du Secrétariat général du gouvernement, par la loi de finances du 24 décembre 1934 (art. 23) et le décret du 31 janvier 1935, qui prévoyaient l'affectation de crédits et de personnels mis à disposition du Secrétariat général de la Présidence du Conseil. L'entrée du SGG dans l'histoire administrative française est donc caractérisée par sa discrétion : ses fonctions ne sont définies ni dans la Constitution, ni même dans une loi.

Jusqu'à la seconde Guerre mondiale, les membres du « secrétariat général de la présidence du Conseil » sont généralement considérés comme des auxiliaires du pouvoir politique, devant par là jouir de la confiance politique du gouvernement. Les premiers secrétaires généraux ne restent donc pas très longtemps en fonctions.

Sous le régime de l'État français (dit « régime de Vichy »), le rôle du Secrétaire général s'élargit, tant sur le plan politique – sa participation aux séances du Conseil des ministres, mise en place avec Jules Moch en 1936, est désormais acquise – que sur le plan administratif, grâce à la création du Service législatif, au développement de la coordination interministérielle et à la création d'un Service d'étude des questions concernant le statut des fonctionnaires.

Une évolution analogue se produit au sein de la France libre. Dès 1940, le général de Gaulle avait créé un Secrétariat général à la Coordination, qui devint en juin 1943 le Secrétariat du Comité français de libération nationale.

Dans les années qui suivent la Libération, le Secrétariat général du Gouvernement provisoire de la République française, reconnu comme un organe de coordination, de régulation et de communication, devient le Secrétariat général du gouvernement (1946). Désormais dépourvu de fonction politique, il jouit par là même d'une grande stabilité.

Le règlement intérieur des travaux du Gouvernement, adopté en Conseil des ministres du 3 février 1947, esquissait cependant une définition de ses missions, mais très limitée par rapport aux fonctions réelles, et ce texte n'est plus en vigueur.

De fait le Secrétariat général du Gouvernement joue volontairement et nécessairement un rôle discret dans le fonctionnement des institutions, celui d'un bureau d'ordre ou d'un notaire ou encore du greffier de la République. Au carrefour des plus importantes institutions de l'Etat, il a une responsabilité particulière dans le maintien de l'Etat de droit, la mise en œuvre de la réforme de l'Etat et le conseil au Gouvernement.

LES FONCTIONS DU SGG

Le Secrétariat général du gouvernement est chargé d'assurer le bon fonctionnement et la régularité de l'action gouvernementale. Ses missions sont les suivantes :

- l'organisation du travail gouvernemental et le respect des procédures
- la préparation du programme de travail du Gouvernement
- le conseil juridique du Gouvernement
- la formation d'un nouveau Gouvernement
- la supervision des services du Premier ministre.

1. L'organisation du travail gouvernemental.

-le programme de travail du gouvernement

Ordre du jour du Conseil des ministres et planification de l'activité législative

-la tenue des comités interministériels et des réunions interministérielles

Convocation des réunions d'arbitrage, rédaction et diffusion du compte rendu sous forme de "bleu" (la couleur du papier signifiant que le document a valeur décisionnelle).

-la consultation du Conseil d'Etat

Transmission aux sections administratives du Conseil d'Etat des projets de lois, des projets de décrets en Conseil des ministres et des décrets de "déclassement" (sur papier rose); assister aux délibérations pour assurer par la suite la prise en compte juridique des avis (projet du Conseil d'Etat rédigé sur papier vert); établir le texte définitif après arbitrage (papier bleu).

-le secrétariat du Conseil des ministres

Préparation de l'ordre du jour avec le Président de la République, préparation des dossiers pour les participants, prise de notes et compte rendu analytique d'où est extrait le relevé de décision puis le communiqué rendu public.

-la mise en œuvre des procédures parlementaires

Préparation des décrets et lettres du Premier ministre mettant en oeuvre la procédure, avis sur cette procédure voire certains aspects de constitutionnalité des textes et amendements.

-la promulgation des lois et des règlements

Recueil des signatures nécessaires, suivi des recours éventuels au Conseil constitutionnel, publication au Journal officiel.

-le suivi de la parution des décrets d'application des lois ou des textes de transposition des directives européennes.

2. Le SGG, conseil juridique du Gouvernement.

- examen de la correction juridique et formelle des textes
- les ministres et les cabinets consultent souvent le SGG sur certaines questions juridiques
- le SGG coordonne les réponses aux questions écrites posées par les parlementaires
- le SGG assume une responsabilité particulière en ce qui concerne les questions de constitutionnalité
- la diffusion de documentation juridique auprès des ministres et de leurs administrations

3. Le rôle du SGG dans la formation d'un nouveau gouvernement.

- préparer les décrets d'attribution et de délégation
- affecter un certain nombre de moyens logistiques aux nouvelles équipes ministérielles
- informer les nouvelles équipes ministérielles

4. La supervision des services du Premier ministre

- le SGG est secrétaire général des Services du Premier ministre
- régler certaines questions de protocole
- rôle dans la réforme administrative.

STRUCTURES ET MOYENS

Le Secrétaire général est assisté :

- du directeur au SGG, ils sont tous deux membres du Conseil d'Etat.
- d'un cabinet qui prépare le Conseil des ministres, veille à la logistique des cabinets ministériels, répond aux demandes urgentes.
- d'un conseiller pour les affaires économiques et financières et de plusieurs chargés de mission et leurs adjoints, qui ont en charge un "secteur ministériel", le conseiller ayant toutefois une compétence plus générale.
- du Service de la législation et de la qualité du droit, chargé des questions de procédures législatives et réglementaires
- d'un service de documentation, qui tient les dossiers de travail du SGG, particulièrement les dossiers de réunion.
- d'une Mission d'organisation des Services du Premier ministre, structure d'audit et de conseil.

Les Secrétaires généraux du Gouvernement

On distinguera 3 périodes :

- la première, de 1935 à 1940, est marquée par une certaine instabilité. Les premiers secrétaires généraux de la présidence du Conseil changent au rythme des évolutions politiques.
- la seconde, de 1940 à 1946, pendant la seconde Guerre mondiale, qui voit cohabiter des secrétaires généraux de l'État français (régime de Vichy) et de la France libre
- la troisième, à partir de 1946, qui voit la stabilisation et la pérennisation de l'institution

Léon NOËL : janvier-juin 1935 (gouvernement Flandin)

Georges DAYRAS : juin 1935-juin 1936 (gouvernements Laval et Sarraut)

Jules MOCH : juin 1936-mai 1937 (1^{er} gouvernement Blum)
Yves CHATAIGNEAU : juin 1937-juillet 1939 (gouvernements Chautemps, Blum et Daladier)
Marcel OUDINOT : juillet 1939- 17 juin 1940⁴ (gouvernements Daladier et Reynaud)

État français :

À titre temporaire : VILLARS, sous-gouverneur du Crédit foncier de France : 17 juin-19 juillet 1940

vice-amiral Jean FERNET : juillet 1940-février 1941

Henri MOYSSET : février-septembre 1941

Jean JARDEL : septembre 1941-avril 1942

Jacques GUERARD : avril 1942-août 1944

France libre :

Louis JOXE, secrétaire du Comité français de libération nationale (CFLN) puis en juin 1944 secrétaire général du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) : juin 1943-septembre 1946.

André SÉGALAT : septembre 1946-janvier 1958

Roger BELIN : janvier 1958-mars 1964

Jean DONNEDIEU DE VABRES : mars 1964-août 1974

Jacques LARCHE : directeur au SGG assurant l'intérim, août 1974-février 1975

Marceau LONG : février 1975-juillet 1982

Jacques FOURNIER : juillet 1982-mars 1986

Renaud DENOIX DE SAINT-MARC : mars 1986-avril 1995

Jean-Marc SAUVÉ : mai 1995-octobre 2006

Serge LASVIGNES : octobre 2006-avril 2015

Marc GUILLAUME : avril 2015-

Les Directeurs au Secrétariat général du Gouvernement depuis 1945

André BERTRAND: 1946-1949.

Georges GALICHON: 1949-1955.

Roger BELIN: 1955-1958.

Jacques LARCHE: 1958-1974.

Dieudonné MANDELKERN: 1974-1983.

Michèle PUYBASSET: 1983-1993.

Jean-Éric SCHOETTL: mars 1993-juin 1997.

Serge LASVIGNES : juin 1997-octobre 2006.

Jacques-Henri STAHL : octobre 2006-octobre 2009.

À partir de 2009, il existe deux directeurs-adjoints au SGG.

Thierry-Xavier GIRARDOT : octobre 2009-

François SENERS, chargé du pilotage de la réforme de l'État : octobre 2009-janvier 2011, remplacé par Jérôme FILIPPINI : janvier 2011-novembre 2012, remplacé par Célia VÉROT, chargée de la simplification : janvier 2013-juin 2014

⁴ Décret du 17 juin 1940 publié au Journal officiel le 18 juin, à la suite de la nomination de Philippe Pétain comme président du Conseil.

MINUTIERS CHRONOLOGIQUES

Pour la période juillet 1940-août 1944, se reporter à la sous-série F60 (F60/45-106).

19780074

art 1-111 : Secrétariat général du Gouvernement : courrier départ (par ordre chronologique ou de destinataire). 1945-1962

métrage : 11

19820064

art 18-21 : courrier à la signature de Jean Donnedieu de Vabres, minutier, par ordre chronologique. 1963-1973

métrage : 1

19950486

Versement de Renaud Denoix de Saint-Marc, secrétaire général du gouvernement de 1986 à 1995.

art 24-30: courrier départ. 1977-1988

métrage : 2

20090108

Dossiers de Renaud Denoix de Saint-Marc, secrétaire général du gouvernement de 1986 à 1995.

art 1-5 : minutier chronologique. 1988-1995

métrage : 2

20140497

Secrétariat particulier.

Art. 1-35 : Minutiers chronologiques départ du Secrétaire général du gouvernement. 1996-2007

Métrage : 12

SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT

Tous Secrétaires généraux confondus

20000436

art 1-2 : organisation de la Présidence du Conseil et du Secrétariat général du Gouvernement, application des constitutions de 1946 et 1958, organisation du gouvernement et fonctionnement du Conseil des ministres, procédures parlementaires, législatives et réglementaires, fonctionnement du conseil d'État. 1919-1982.⁵

20110176

Art. 1-16 : Collection de circulaires du Secrétariat général du gouvernement. 1944-1994

Métrage : 5

19950486

Versement de Renaud Denoix de Saint-Marc, secrétaire général du gouvernement de 1986 à 1995.

art 1-4: conseils restreints (1960-1984), comités des relations avec les Etats de la Communauté (1960), conseils pour les affaires africaines et malgaches (1961-1965), conseils pour les territoires d'outre-mer (1962-1967), conseils centraux de planification (1975-1980). 1960-1984

art 5: comités restreints, réunions de ministres. 1986-1988

art 6: comités restreints, réunions de ministres, conseils restreints. 1989-1994

art 7-23: Conseils des ministres. 1986-1994

art 24-30: courrier départ. 1977-1988

métrage : 10

20120387

Dossiers du Secrétaire général du gouvernement (SGG). 1982-2004

Art. 1-7. Comités restreints, conseils restreints, réunions de ministres, séminaires gouvernementaux. 1982, 1994-2004.

Art. 8-9. Conseils de sécurité intérieure. 1989-1991, 2003-2004.

Art. 10. Comités interministériels du renseignement (2004) et documents associés (1995-2000).

Métrage : 3

⁵ Ces archives ont été retrouvées dans les bureaux de la Direction des services administratifs et financiers (DSAF) en 1999. Cependant, ils concernent spécifiquement le Secrétariat général du gouvernement.

20160147

Dossiers du secrétariat particulier du Secrétaire général du gouvernement. 1944-2008

Art. 1-14 : Organisation du travail gouvernemental. 1964-2008

-Art. 1-6 : Conseil des ministres. 2003, 2006-2007

-Art. 7 : Conseils restreints. 2005-2008

-Art. 7 suite-10 : Réunions de ministres et séminaires gouvernementaux. 1995-2007

-Art. 10 suite-11 : Comités et réunions interministérielles. 1994-1998

-Art. 11 suite-12 : Comité interministériel du renseignement. 1997-2006

-Art. 12 suite : Comité interministériel des sites lointains. 1964-1987

-Art. 13-14 : Agendas du secrétaire général du gouvernement. 1988-2005

Art. 14 suite-20 : Défense et sécurité. 1956-2007

Art. 20 suite-29 : Fonds spéciaux. 1944-2003

Art. 30 : Dossiers thématiques. 1987-2002

Art. 31-34 : Organisation et fonctionnement des services du Premier ministre. 1948-2003

Métrage : 11

Roger Belin (1958-1964)

19870451

art. 1-14 : dossiers documentaires : aménagement du territoire, communautés européennes, économie. 1950-1977

art. 14 (suite) : dossier général de Roger Belin, secrétaire général du gouvernement. 1950-1970

métrage : 5

Jean Donnedieu de Vabres (1964-1974)

19820064

art 18-21 : courrier à la signature de Jean Donnedieu de Vabres, minutier, par ordre chronologique. 1963-1973

métrage : 1

Le chercheur trouvera également des archives de Jean Donnedieu de Vabres au Centre historique des Archives nationales, dans la série AP consacrée aux archives privées (539 AP).

539 AP 6-16 Jean Donnedieu de Vabres, secrétaire général du gouvernement. Mars 1964-août 1974.

6-14 Notes manuscrites prises pendant les Conseils des ministres.

15-16 Notes manuscrites prises pendant les conseils restreints.

Marceau Long (1975-1982)

19810224

Archives sous contrat privé.

Marceau Long, secrétaire général du gouvernement.

art 1-65 : Conseil des ministres, dossiers de séances et comptes rendus. 19 février 1975-6 mai 1981

métrage : 11

19810225

Archives sous contrat privé.

Marceau Long, secrétaire général du gouvernement.

art 1-13 : dossiers des séances du Comité de l'énergie atomique (CEA) : 360^e à 426^e réunions. 6 mars 1975 au 9 avril 1981

métrage : 2

19810226

Archives sous contrat privé.

art 1-7 : dossiers constitués par Marceau Long dans son activité de président directeur général de l'ORTF (dont réforme de l'ORTF et campagne présidentielle). 1970-1974

métrage : 1

19820430

Archives sous contrat privé.

Marceau Long, secrétaire général du gouvernement.

art 1-6 : dossiers des Conseils des ministres : réunions 13 mai 1981-7 juillet 1982.

art 7-8 : dossiers des séances du comité de l'énergie atomique: 427^e à 439^e réunions. 14 mai 1981-10 juin 1982

art 9-10 : activités personnelles de Marceau Long (dont audiovisuel, presse écrite et fonction publique). 1975-1982

métrage : 2

19840277

art 1-3 : Office de radiodiffusion télévision française (ORTF), dossiers de Marceau Long, président-directeur général. 1973-1975

métrage : 1

19840555

art 1-3 : École polytechnique : dossiers des conseils d'administration. 1979-1983

métrage : 1

19860354

Documents audiovisuels extraits des articles 1 et 3 du versement 19840277, archives de Marceau Long, président-directeur général de l'ORTF (Office de radiodiffusion télévision française) puis secrétaire général du gouvernement.

art 1-3 : entretien accordé à la deuxième chaîne de télévision par Andrei Sakharov à Moscou, film couleur et bandes sonores. 1974

art 4-6 : émission télévisée *Les dossiers de l'écran* sur l'ORTF face à son public, bandes magnétiques sonores. 12 mars 1974

art 7-11 : divers entretiens et allocutions de Marceau Long, cassettes magnétiques sonores. 1974-1980

19860363

Archives sous contrat privé.

Marceau Long, secrétaire général du gouvernement.

art 1-2 : conseil d'administration de l'Ecole polytechnique, réunions (dossier avec ou sans procès-verbal et notes manuscrites) de l'école Polytechnique : réunions. 2 juillet 1974-25 octobre 1979

art 3-5 : dossiers personnels de Marceau Long (dont déménagement de l'Ecole polytechnique, fonction publique, ORTF, Commissariat à l'énergie atomique). 1965-1981

métrage : 2

19870370

Archives sous contrat privé.

Marceau Long, maître des requêtes au Conseil d'État (1959-1961), puis directeur général de l'administration et de la fonction publique (1963-1967), secrétaire général de l'administration du ministère de la Défense (1967-1973), secrétaire général du gouvernement (1975-1982), président directeur général d'Air Inter (1982-1984).

art 1-3 : interventions publiques en tant que secrétaire général du gouvernement puis président directeur général d'Air Inter (1975-1984) ; exposés, cours et conférences sur l'administration et la fonction publique (1959-1982) ; Air Inter : fonctionnement (1982-1986).

métrage : 1

20070110

Activités de Marceau Long. 1977-1999

art 1 : président directeur général de la compagnie aérienne Air Inter. 1982-1984, 1993

art 2 : président directeur général de la compagnie Air France. 1984-1987, 1991, 1996

art 2 (suite)-4 : vice-président du Conseil d'État. 1977, 1987-1998

art 5 : activités culturelles. 1990-1997

art 5 (suite)-6 : activités à Aix-en-Provence. 1987-1994

art 6 (suite)-7 : président du Haut conseil à l'intégration (HCI). 1990-1997
art 7 (suite) : président de l'Institut de la gestion déléguée (IGD). 1996-1999

métrage : 2

Jacques Fournier (1982-1986)

19870141

Archives sous contrat privé.
Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement.

art 1-13 : Conseil des ministres : dossiers, notes manuscrites et déchiffrement. 13 juillet 1982-12 mars 1986

art 14 : correspondance active de Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement. 7 octobre 1982-14 mars 1986

art 15-22 : Comité de l'énergie atomique (CEA), dossiers des séances. septembre 1982-mars 1986

métrage : 4

20090309

Dossiers de Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement de 1982 à 1986.

art 1-2 : activités politiques. 1958-1988

art 3-7 : activités publiques. 1981-1997

art 7 (suite) : activités internationales. 1988-1994

métrage : 1

20090310

Dossiers de Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement de 1982 à 1986.
Affiches éditées dans le cadre de la campagne pour les élections législatives. 1973

art 1 : Jacques Fournier. 1973

art 2 : François Mitterrand. 1973

métrage : 1

20090311

Dossiers de Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement de 1982 à 1986.
Enregistrements sonores réalisés dans le cadre de la campagne pour les élections législatives de 1973 et 1978.

art 1 : Jacques Fournier. 1973

art 2 : Jacques Fournier et François Mitterrand. 1978

2 CD audio.

20090312

Dossiers de Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement de 1982 à 1986.

art 1 : photographies concernant la présidence et la direction de Gaz de France.

métrage : 1

20090313

Dossiers de Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement de 1982 à 1986.

art 1 : infrastructures et travaux relatifs au gaz : diapositives. 1986

métrage : 1

Renaud Denoix de Saint-Marc (1986-1995)**19950486**

Versement de Renaud Denoix de Saint-Marc, secrétaire général du gouvernement de 1986 à 1995.

art 7-23: Conseils des ministres. Mars 1986-décembre 1994

20070112

Dossiers de Renaud Denoix de Saint-Marc et de Jean-Marc Sauvé, secrétaires généraux du gouvernement de 1986 à 2006.

art 1-26 : Conseils des ministres. Janvier 1995-décembre 2005

métrage : 9

20090108

Dossiers de Renaud Denoix de Saint-Marc, secrétaire général du gouvernement de 1986 à 1995.

art 1-5 : minutier chronologique. 1988-1995

métrage : 2

Jean-Marc Sauvé (1995-2006)**20070112**

Dossiers de Renaud Denoix de Saint-Marc et de Jean-Marc Sauvé, secrétaires généraux du gouvernement de 1986 à 2006.

art 1-26 : Conseils des ministres. 1995-2005

métrage : 9

20140497

Secrétariat particulier.

Art. 1-35 : Minutiers chronologiques départ du Secrétaire général du gouvernement. 1996-2007

Métrage : 12

20090109

Dossiers de Jean-Marc Sauvé, secrétaire général du gouvernement de 1995 à 2006.

art 1-2 : minutier chronologique.

métrage : 1

NB : la suite de la collection des Conseils des ministres et des archives du secrétariat particulier du SGG est conservée dans le versement 20160147 (voir ci-dessus rubrique « Tous secrétaires généraux confondus »).

DIRECTEUR AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**19830739**

art 1-10 : dossiers, lettres et notes remis par Dieudonné Mandelkern, directeur au Secrétariat général du Gouvernement. 1952-1976

métrage : 2

19960115

Dossiers de Michèle Puybasset, directeur au Secrétariat général du Gouvernement. 1974-1991

art 1 : centre de formalités des entreprises. 1977-1991

art 2 : Conseil d'État : réforme ; section du rapport et des études. Charte du service public. Comité interministériel de l'informatique et de la bureautique dans l'administration. Conseil d'État : contentieux relatif à la Cinq. 1974-1991

métrage : 1

20090107

Minutiers chronologiques des directeurs au SGG. 1958-1997

art 1 : Jacques Larché. 1958-1974

art 1 (suite)- 4 : Dieudonné Mandelkern. 1974-1983

art 4 (suite)-8 : Michèle Puybasset. 1983-1993

art 8 (suite)-9 : Jean-Éric Schoettl. 1993-1997

métrage : 3

20170364

Dossiers de Célia Vérot, directrice, adjointe au SGG, chargée de la simplification.
2013-2014

Art. 1 : Travail interministériel.

Art. 1 suite-2 : Simplification du droit européen.

Métrage : 1

CABINET DU SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT**19860068**

art 1 : constitutions de 1875, 1946 et 1958 : modification et application (1955-1967) ; structures gouvernementales et attributions des ministres et secrétaires d'État (1948-1961) ; élection présidentielle de décembre 1965 : procédure électorale (1966-1967) ; statuts des corps du ministère des Affaires culturelles (1970).

métrage : 1

19970144

Secrétariat général du Gouvernement.

art 1-10 : travail gouvernemental. 1975-1992

art 10 (suite) -14 : coordination interministérielle. 1953-1989

art 15-20 : relations publiques et protocole. 1936-1990

métrage : 7

19980115

Dossier et rapport du préfet Jacques Gandouin, relatif au projet de décret sur les préséances et l'organisation des cérémonies publiques. 1984-1985

métrage : 1

19990014

Dossiers de Marie-Claude Écale, chef de cabinet du secrétaire général du Gouvernement.

art 1 : station de sports d'hiver et d'alpinisme des Orres. Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale. Mission de Jeanine Irigoien, conservateur des archives nationales. 1961-1982

métrage : 1

20100003

Dossiers du cabinet du Secrétaire général du gouvernement. 1973-1995

Art. 1-2 : organisation et fonctionnement. 1979-1995

Art. 3-4 : coordination de l'activité gouvernementale. 1973-1995

métrage : 1

20140145

Dossiers de travail du cabinet du Secrétaire général du gouvernement (SGG).
1947-2008

Art. 1-12 : Activités du gouvernement. 1984-2007

Art. 12 suite-17 : Fonctionnement du Secrétariat général du gouvernement. 1974-2008

Art. 17 suite-30 : Cérémonies et protocole. 1947-2007

Art. 30 suite-35 : Conseil économique et social. 1974-2004

Métrage : 12

Service du courrier

19780074

art 1-111 : Secrétariat général du Gouvernement : courrier départ (par ordre chronologique ou de destinataire). 1945-1962

art. 112-371 : courrier des particuliers et des collectivités au président du Conseil puis au Premier ministre (classement par cabinet – arrivée et départ ; par ordre chronologique ou alphabétique des destinataires – départ). 1946-1960

métrage : 37

19780211

Secrétariat général du Gouvernement, Service législatif et Service administratif et financier.

art 1-66 : chronos du courrier départ (classement par destinataire). 1963-1968

métrage : 11

19780578

Enregistrement du courrier.

Secrétariat général du Gouvernement.

art 1-70 : courrier à l'arrivée. 1940-1969

art 71-103 : courrier au départ. 1944-1969

art 104-126 : présidence du Conseil : courrier à l'arrivée (1946-1952) (par année), 1955-1959 (par cabinet)

art 127-150 : cabinet du Premier ministre : courrier à l'arrivée (par cabinet). 1959-1974

art 151-153 : présidence du Conseil : courrier à l'arrivée : séries partielles. 1947-1954

art 154-167 : présidence du Conseil : courrier au départ (avec des lacunes et des recoupements). 1947-1959

art 168-174 : cabinet du Premier ministre : courrier au départ (par cabinet). 1959-1971

art 175-177 : chrono des plis urgents (lacunaire). 1947-1967

métrage : 15

Réunions interministérielles et comités interministériels

19820062

Secrétariat du Conseil des ministres.

art 89-186 : conseils restreints, comités interministériels et réunions interministérielles : dossiers préparatoires⁶. 1963-1973

métrage : 14

19820064

art 1-7 : comité interministériel d'aménagement du territoire et d'action régionale, réunions. 1972-1974

art 7-13 : comité interministériel pour la nature et l'environnement, réunions. 1972-1975

art 14-17 : comité de l'énergie atomique, réunions. janvier 1972-juillet 1974

art 18-21 : courrier à la signature de Jean Donnedieu de Vabres, minutier, par ordre chronologique. 1963-1973

métrage : 3

20020229

Secrétariat du Conseil des ministres.

art 1-51 : comptes rendus de réunions interministérielles. 1993-1994

métrage : 17

⁶ Ces dossiers préparatoires contiennent : la convocation, l'ordre du jour, des notes manuscrites, le projet de compte-rendu ou de relevé de décision, le compte-rendu ou le relevé de décision définitif, ainsi que, éventuellement, des documents joints.

Secrétariat du Conseil des ministres

Les dossiers de séance du Conseil des ministres pour la période 1943-1962 sont conservés aux Archives nationales sous les cotes F⁶⁰ 2534-2822 (pour 1943-1944, il s'agit des dossiers de Conseils des ministres du Comité français de Libération nationale puis du Gouvernement provisoire de la République française).

19820062

art 1-88 : dossiers des séances du Conseil des ministres (convocation, ordre du jour, notes manuscrites, projets et textes définitifs des relevés de décisions, documents joints). janvier 1963-décembre 1973

métrage : 14

19960396

Cabinet du secrétaire général du Gouvernement.

art 1-123 : Conseils des ministres. Dossiers de séances (ordre du jour, documents présentés en séance, relevé de décisions, communiqué de presse, liste des absents, plan de table, nombre de participations, ordre du jour prévisionnel). 1974-1984

métrage : 41

19970007

art 1-27 : Conseils des ministres, dossiers de séances (ordre du jour, documents présentés en séance, relevé de décisions, communiqué de presse, liste des absents, plan de table, nombre de participations, ordre du jour prévisionnel) 1985-1986

métrage : 9

20020228

Conseil des ministres.

art 1-14 : dossiers de séances. 1986-1988

art 14 (suite)-17 : relevés de décisions. 1974-1978, 1982-1986

art 17 (suite)-18 : ordres du jour. 1981-1986

métrage : 6

20130121

Art. 1-47 : Dossiers de séance du Conseil des ministres. Avril 1988-décembre 1991

Métrage : 15

20130254

Art. 1-39 : Dossiers de séance du Conseil des ministres. 1992-1994

Métrage : 13

20130320

Dossiers du secrétariat du Conseil des ministres.

Art. 1-56 : Dossiers de séance du Conseil des ministres. 1995-1998

Métrage : 19

20150204

Dossiers du secrétariat du Conseil des ministres.

Art. 1-44 : Dossiers de séance du Conseil des ministres. 1999-2002

Métrage : 15

20160072

Fonctionnement du Conseil des ministres et suivi des déplacements des ministres.
1983-2007

Art. 1-2 : Participation des membres du gouvernement en Conseil des ministres.
1988-2007

Art. 2 (suite) : Suivi des déplacements des ministres. 1983-1998

Métrage : 1

Décorations**19990015**

Service des distinctions honorifiques : dossiers de promotion, Premier ministre et autres ministères. 1976-1993.

art 1 : Ordre national du mérite et de la Légion d'honneur, 1976-1979.

art 2-9 : Ordre national du mérite, 1979-1992.

art 10-14 : Légion d'honneur, 1989-1992.

art 15-17 : Ordre national du mérite, 1993.

art 18-20 : Légion d'honneur, 1993.

métrage : 7

CONSEILLER POUR LES AFFAIRES ECONOMIQUES ET CHARGES DE MISSION

Conseils et comités restreints, réunions et commissions interministérielles

19830135

art 1-155 : conseils restreints, comités restreints ou interministériels, réunions interministérielles : convocations, comptes rendus et projets de comptes rendus, relevés de décisions et projets de relevés de décisions, notes manuscrites prises par le représentant du SGG (par ordre chronologique). 1964-1973

métrage : 26

19840559

art 150-181 : conseils restreints, comités restreints ou interministériels, réunions interministérielles : comptes rendus et projets de comptes rendus, relevés de décisions et projets de relevés de décisions, notes manuscrites prises par le représentant du SGG (collection chronologique). 1974

métrage : 5

19840562

art 1-44 : conseils restreints, comités restreints ou interministériels, réunions interministérielles : comptes rendus et projets de comptes rendus, relevés de décisions et projets de relevés de décisions, notes manuscrites prises par le représentant du SGG (collection chronologique). 1975

métrage : 7

19880001

art 1-11 : conseils restreints, comités restreints ou interministériels, réunions interministérielles : comptes rendus et projets de comptes rendus, relevés de décisions et projets de relevés de décisions, notes manuscrites prises par le représentant du SGG (collection chronologique). 1976-1977

métrage : 3

19930001

Service de documentation.

art 1-27 : conseils restreints, comités restreints ou interministériels, réunions interministérielles : comptes rendus et projets de comptes rendus, relevés de décisions et projets de relevés de décisions, notes manuscrites prises par le représentant du SGG (collection chronologique). 1978-1980

métrage : 9

Voir aussi versements **19820062** et **19840560**.

Conseiller pour les affaires économiques

19850090

Dossiers de Jean Recoules, conseiller pour les affaires économiques.

art 1-14 : préparation des lois de finances. 1976-1981

métrage : 3

19980024

art 1-5 : dossiers des conseillers pour les affaires économiques (Aubry, Recoules) et des chargés de mission au Secrétariat du Gouvernement (Fabre, Froment-Meurice, Hagelsteen, Schneider, Blanc, Arcangeli, Savignac, Kuhn, Py, Chouvet). 1966-1987

métrage : 9

20090469

Dossiers de Jean Aubry, conseiller pour les affaires économiques.

art 1-2 : comptes rendus de comités et conseils. 1965-1967

art 2 (suite)-3 : calendrier des réunions gouvernementales. 1969-1971

art 3 (suite) : programme de travail du gouvernement. 1975-1976

métrage : 1

20090470

Dossiers de Rémi Bouchez, conseiller pour les affaires économiques.

art 1 : loi de finances. 1985-1994

art 1 (suite) : lois portant sur des sujets économiques. 1993-1998

art 1 (suite) : dossiers thématiques. 1983-1997

métrage : 1

Chargés de mission

Les chargés de mission du SGG ont chacun en charge un « portefeuille interministériel » (justice, culture, intérieur, santé, équipement, affaires étrangères, agriculture...), dont ils assurent le suivi : activités législatives et réglementaires, programme de travail gouvernemental... Ils participent en particulier, dans leur domaine de compétence, aux réunions interministérielles, dont ils établissent les comptes-rendus.

Les archives produites par les chargés de mission ne sont généralement pas versées en tant que telles : elles sont insérées dans le cadre de classement thématique du Service de documentation du SGG, qui constitue ainsi la mémoire des délibérations interministérielles, sur le moyen terme. A plus long terme, les dossiers sont versés aux Archives nationales par le Service de documentation.

19780316

Dossiers de René Garin et Jean-Marie Pauti, chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement. 1965-1976

art 1-4 : formation professionnelle et promotion sociale : application de la loi du 3 décembre 1966 et fonctionnement des institutions de promotion sociale. 1959-1967

art 5-6 : réforme du régime des médailles officielles (application de l'article 39 du décret du 3 septembre 1963) : projets. 1964-1965 et 1967-1969

art 7-8 : élaboration de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. 1968

art 9-20 : commission Dorange créée par le décret du 7 janvier 1966 (garanties des emprunts pour construction d'établissements privés techniques ou professionnels), création et travaux. 1965-1972

métrage : 3

19780483

Dossiers de François Reymond de Gentile, chargé de mission au Secrétariat général du Gouvernement. 1960-1965

art 1 : réorganisation du ministère de l'Agriculture. 1965

métrage : 1

19790874

Dossiers de Michel Lhuillier, chargé de mission puis chef de cabinet (1966-1971) et Camille Bailly, chargé de mission (1969-1975).

art 1-3 : commission centrale de contrôle des opérations immobilières : organisation (1953-1964), examen des regroupements des services publics dans les villes de province (1954-1967).

art 4 : commission des équipements administratifs : travaux. 1964-1966

art 4-5 : groupe interministériel foncier : travaux. 1964-1967

art 5-9 : comité de décentralisation chargé de contrôler l'installation dans la région parisienne des services, établissements et entreprises publics et privés : travaux. 1972-1973

art 9-29 : commission régionale (région parisienne) des opérations immobilières et de l'architecture : travaux. 1970-1975

art 30-32 : opérations immobilières diverses. 1961-1975

art 33 : opérations concernant les sièges d'organismes internationaux. 1956-1976

métrage : 4

19820479

art 1-2 : dossiers documentaires constitués par les chargés de mission chargés des relations avec le Parlement (classement par thème). 1947-1977

métrage : 1

19830230

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1968-1981

Art. 1-12 : Dossiers par pays.

Art. 13-15 : Dossiers par zone géographique.

Art. 16 : Sciences et techniques.

Art. 17 : Éducation et culture.

Art. 17 (suite)-20 : Fonctionnement de l'État – DOM-TOM.

Art. 20 (suite)-25 : Communauté économique européenne (CEE), organisations internationales.

Art. 25 (suite)-29 : Agriculture.

métrage : 5

19830432

Dossiers de René Garin et François Reymond de Gentile, chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement.

art 1 : École nationale d'administration : organisation et fonctionnement (1946-1956, 1964) ; réforme (1969-1970) ; administration : déconcentration (1960-1962).
art 2-5 : fonctionnaires et agents publics : statut, recrutement, formation. 1946-1967

art 6 : enseignement et formation. 1964-1970

art 7-8 : divers. 1963-1970

métrage : 2

19830644

art 1-12 : dossiers de l'association nationale pour le financement et l'équipement scolaire privé, soumis à la commission interministérielle de l'article 6 du décret du 7 janvier 1966 : demande de garantie de l'État : dossiers par établissement, classés par département. 1973-1981

métrage : 2

19840281

art 1 : dossiers de M. Jolain, chargé de mission au Secrétariat général du Gouvernement : pouvoirs publics (organisation des pouvoirs publics ; marchés publics ; politique économique et sociale. 1958-1976)

art 2-3 : budget de l'État : dossiers. 1973-1976

art 4 : dossiers divers du Secrétariat général du Gouvernement. 1972-1976

métrage : 1

19840559

Art. 1-81 : dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG). 1955-1977

-Art.1-37 : Dossiers de M. Groux : législation et réglementation (libertés publiques, presse, justice, conventions internationales, entreprises, santé publique, transports), presse et télévision, Communauté économique européenne (CEE), relations multilatérales, économie, impôts et taxes, transports, travail.

-Art. 38-41 : Dossiers de MM. Groux et Guillaume : législation et réglementation, administration et fonction publique, constitution.

-Art. 42 : Dossiers de M. Le Ménestrel : élection présidentielle.

-Art. 43- 81 : Dossiers de M. Latournerie : éducation et culture, radiodiffusion et télévision, administration, collectivités locales, intérieur, rapatriés.

-Art.81 (suite) : Dossiers de M. Steinmetz : rapatriés, outre-mer.

Art. 107-242 : dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1965-1979

-Art. 107-111 : DOM-TOM.

-Art. 112-148 : Dossiers de M. Bady : éducation, enseignement.

-Art. 149 : Dossiers de M. Jolain : Météo France.

-Art. 150-181 : Conseils, comités et réunions interministériels (1974).

-Art. 182-192 : Plan.

-Art. 193-218 : Communauté économique européenne (CEE).

-Art. 219-242 : Lois de finances.

Art. 291-303 : Travaux de la Commission de développement des responsabilités locales, dite Commission Guichard, et de la mission chargée de préparer la mise en œuvre de ses préconisations, dite Mission Legras. 1974-1977

métrage : 25

19840560

art 1-19 : rapports de l'administration, de divers organismes et institutions. 1959-1979

métrage : 24

19840561

art 1-29 : dossiers documentaires (VII^e plan, budget, arbitrages budgétaires). 1965-1980

métrage : 5

19840563

art 9 : Jean-Charles Savignac, chargé de mission au Secrétariat général du Gouvernement (travail, santé, formation professionnelle, simplifications administratives) : notes. 1978-1979

métrage : 1

19860491

art 1-12 : biens immobiliers du gouvernement et du parlement. 1965-1982

art 13 : utilisation des terrains et bâtiments de l'Ecole polytechnique sur la montagne Sainte-Geneviève. 1965-1982

art 14 : qualité architecturale des constructions publiques. 1975-1980

art 15 : conseil général des bâtiments de France (1967-1968) ; achat par l'État de l'île de Porquerolles (1971) ; terrains et locaux des services centraux à Paris, des bases américaines en France (1959-1972).

art 16 : locaux affectés à la Documentation française et aux Journaux officiels (1945-1977) ; politique de la pêche maritime (1980-1981).

métrage : 3

19870033

Dossiers de Charles Zaegel, chargé de mission.

art 1 : structures gouvernementales, pouvoirs du Premier ministre et du Président de la République, Secrétariat général du Gouvernement, services du Premier ministre. 1956-1977

métrage : 1

19870451

art 1-40 : dossiers documentaires : aménagement du territoire, communautés européennes, économie. 1950-1977

métrage : 5

19870452

art 1-5 : divers dont logement, budget, éducation civique, règlement de l'Assemblée nationale, sociétés nationales de programme. 1949-1978

Dossiers de membres du cabinet du Premier ministre

Dossiers de M. Troesch

art. 6-9 : comités des usagers. 1975-1976

art. 10-12 : sécurité routière. 1973-1978

art. 13 : aménagement des Halles et de la Villette. 1973-1975

art. 14 : tourisme. 1975-1977

art. 15 : matériel ferroviaire et groupes d'intérêts divers. 1975-1977

Dossiers de M. Thoyer-Gautier

art. 16-17 : courrier départ et examens ENA. 1965-1975

métrage : 2

19870453

Dossiers de chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement (service législatif).

Dossiers de M. Le Ménestrel.

art 1 : droit de la mer, inondations, biologie. 1957-1974

art 2-3 : divorce (réforme de la loi). 1974-1975

art 4 : information (SJTI, presse, SID, publicité). 1975-1978

art 5 : informatique et libertés. 1972-1974

art 6 : campagnes électorales. 1971-1975

art 7 : gouvernement : attributions ministérielles, bilans et programmes de travail ; préfets. 1972-1978

art 8 : défense, questions militaires. 1968-1977

art 9 : justice. 1973-1976

art 10-12 : traités, accords et engagements internationaux. 1973-1975

art 13-14 : l'entreprise. 1972-1976

art 15 : alcoolisme. 1973-1974

art 16 : sécurité nucléaire et environnement, potasse, uranium, pêche. 1973-1976

Dossiers de Jean-François Nougarede.

art 17-19 : affaires étrangères : législation. 1966-1978

Dossiers de M. Steinmetz.

art 20 : interventions de particuliers et associations à propos des rapatriés et des fonctionnaires. 1976-1979

métrage : 3

19870454

Dossiers de chargés de mission du Secrétariat général du Gouvernement et de conseillers techniques du cabinet du Premier ministre (plan de classement).

art 1-2 : justice, politique judiciaire, magistrature, tribunaux. 1974-1980

art 2-3 : sécurité, violence. 1975-1980

art 4 : droit pénal, procédure pénale. 1973-1978

art 5 : prisons, établissements pénitentiaires (1974-1979)

art 6 : droit civil (mariage, commerce, assurances, naturalisation). 1974-1978

art 7 : juridictions spécialisées. 1974-1978

art 8 : professions judiciaires. 1975-1979

art 9-11 : départements et territoires d'outre-mer. 1976-1979

art 11 : élections, aménagement du territoire, télécommunications. 1974-1979

art 12 : décentralisation. 1975-1980

art 13 : planification. 1975-1978

art 14 : économie. 1974-1978

art 15-16 : politique sociale. 1974-1979

art 16-18 : travail, travail manuel. 1974-1979

art 19 : politique sociale, participation, entreprises publiques, ministères de l'Intérieur, de la Justice, DATAR. 1969-1979
art 20 : fiscalité, impôt sur la fortune. 1976-1978
art 21 : urbanisme, décentralisation, simplifications administratives. 1976-1979
art 22 : ENA, départements ministériels. 1953-1975
art 23 : politique étrangère, Europe, environnement. 1974-1981
art 24 : culture, documentation, éducation. 1976-1979

métrage : 4

19870486

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1958-1981

Art. 1-4 : Politique industrielle.
Art. 5 : Aménagement du territoire
Art. 6 : Élections et référendums, Parlement, budget de l'État.
Art. 7 : Ministère de l'Industrie, recherche scientifique et technique.
Art. 8-10 : Informatique.
Art. 12-14 : Administration.
Art. 15-16 : Énergie
Art. 17-20 : Radiodiffusion et télévision, presse.
Art. 20 : Ministère de l'Agriculture et ministère de l'Environnement.

métrage : 3

19870487

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1963-1980

Art. 1 : Politique économique, équipement, fonction publique, défense.
Art. 2 : Politique extérieure, politique économique et sociale.
Art. 3 : Finances publiques
Art. 4 : Postes et télécommunications, jeunesse et sports.

métrage : 1

19870488

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1960-1980

Art. 1-2 : Espace, aménagement du territoire, cours d'eau, pollution.
Art. 3-6 : Législation et réglementation (code des communes, code forestier, code de la construction et de l'habitation, code rural, code des ports maritimes).
Art. 6 (suite)-7 : Recherche scientifique et technique, enseignement, formation professionnelle.
Art. 7 (suite)-9 : Affaires culturelles.
Art. 9 (suite)-10 : Gouvernement, administration.

Art. 10 (suite)-13 : Étrangers, rapatriés.
Art. 14-17 : Gouvernement.
Art. 17 (suite)-26 : Aménagement du territoire.
Art. 27 : Administration, Conseil d'État.
Art. 28 : Plan.
Art. 28 (suite)-33 : Communauté économique européenne (CEE).
Art. 34-39 : Agriculture.
Art. 39 (suite)-43 : Énergie.
Art. 44 : Produits agricoles et alimentaires, pétrole.

métrage : 15

19870489

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1958-1980

Art. 1-2 : Énergie.
Art. 3 : Produits agricoles, constructions navales.
Art. 4 : Constructions aéronautiques, énergie nucléaire, bâtiment et travaux publics.
Art. 5-6 : Politique économique et industrielle.
Art. 7 : Communauté économique européenne (CEE).
Art. 8-10 : Défense.
Art. 10 (suite) : Politique extérieure.
Art. 11-13 : DOM-TOM.
Art. 13 (suite)-17 : Environnement.
Art. 18-23 : Politique économique et sociale.
Art. 23 (suite)-24 : Politique extérieure.
Art. 24 (suite)-30 : Budget de l'État.
Art. 31-32 : Politique économique et sociale.
Art. 33-36 : Aménagement du territoire, urbanisme.
Art. 37-39 : Politique économique.

métrage : 13

19870490

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1959-1982

Art. 1-3 : Tabacs, administration, mer, environnement, politique économique.
Art. 4-8 : Agriculture, industrie, affaires étrangères, politique économique, DOM-TOM, énergie.
Art. 9-12 : Budget de l'État, politique économique et sociale, DOM-TOM, collectivités locales.
Art. 13 : Politique extérieure, entreprises, transports maritimes, violence.
Art. 14-15 : Communauté économique européenne (CEE), enseignement, femmes.
Art. 15 (suite)-17 : Agriculture.
Art. 17 (suite)-18 : Plan.
Art. 19 : Transports.
Art. 20-21 : Travail gouvernemental.
Art. 22-23 : Politique économique et industrielle, politique extérieure.

Art. 24-26 : Législation et réglementation (codification : justice, travail, transports, économie et finances, santé publique, forêts, urbanisme).
Art. 26 (suite)-27 : Politique économique et sociale.
Art. 27 (suite) : Collectivités locales, politique extérieure.
Art. 28-29 : Politique extérieure, finances publiques.
Art. 30 : Aménagement du territoire.
Art. 31-32 : Énergie.
Art. 33-34 : Politique économique et sociale.
Art. 34 (suite)-36 : Communauté économique européenne (CEE).
Art. 36 (suite)-37 : Enseignement.
Art. 38-39 : Politique extérieure.
Art. 39 (suite)-42 : Gouvernement, DOM-TOM.
Art. 43-48 : Administration, sports.
Art. 48 (suite)-54 : Communauté économique européenne (CEE).
Art. 55 : Politique économique et sociale.

métrage : 18

19870503

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1959-1983

Art. 1-2 : Dossiers de Jean Aubry et Jean Recoules, conseillers pour les affaires économiques.
Art. 3-4 : Mer, langue française.
Art. 4 (suite)-6 : Recherche scientifique et technique, enseignement, formation professionnelle.
Art. 6 (suite)-10 : Affaires culturelles et communication.
Art. 10 (suite)-14 : Administration, fonction publique.
Art. 14 (suite)-15 : Entreprises, défense.
Art. 16-17 : Communauté économique européenne (CEE).
Art. 17 (suite)-19 : DOM-TOM, aménagement du territoire, entreprises.
Art. 20-21 : Énergie, énergie nucléaire.
Art. 21 (suite) : Politique économique et sociale.
Art. 22-23 : Gouvernement, travail, emploi, associations.

métrage : 3

19870504

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1964-1981

Art. 1 : Espace, sécheresse.
Art. 2-3 : Recherche scientifique et technique, politique sociale, grandes écoles.
Art. 4 : Enseignement professionnel.
Art. 5-10 : Travail gouvernemental.
Art. 10 (suite)-14 : Collectivités locales.
Art. 15-20 : Fonction publique, administration.
Art. 21-25 : Sécurité publique.
Art. 26 : Politique extérieure.

métrage : 4

19870505

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1968-1984

Art. 1-4 : Énergie nucléaire, défense.

Art. 5-11 : Justice.

Art. 12-26 : Politique extérieure, Communauté économique européenne (CEE).

Art. 27-30 : Politique économique et sociale.

Art. 31-35 : Matières premières, aménagement du territoire.

Art. 36-38 : Agriculture.

métrage : 5

19870506

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1959-1983

Art. 1-2 : Travail, emploi.

Art. 3-4 : Associations, tourisme et loisirs.

Art. 5 : Législation et réglementation (code pénal, code du travail).

Art. 6 : Logement.

Art. 7 : Collectivités locales.

Art. 8-11 : Agriculture.

Art. 12-14 : Charbon, politique industrielle, produits chimiques.

Art. 15 : Hôpitaux.

Art. 16-18 : Travail, emploi.

métrage : 2

19870507

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1958-1982

Art. 1-2 : Énergie nucléaire, agriculture, industrie automobile.

Art. 3 : Administration, informatique.

Art. 4-6 : Constructions aéronautiques, EDF.

Art. 6 (suite)-19 : Politique monétaire, finances publiques, commerce extérieur.

Art. 20-21 : Transports routiers.

Art. 22-29 : Politique sociale, étrangers, femmes.

Art. 30-32 : Tourisme et loisirs.

Art. 33-36 : Environnement.

Art. 37-48 : Urbanisme, logement.

métrage : 8

19880003

Dossiers de chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement.

art 1-12 : Dominique Latournerie (éducation nationale, affaires culturelles, fonction publique, structures administratives, défense, rapatriés). 1966-1974

art 12 suite-35 : Jean-Marie Pauti (éducation nationale, affaires sociales, culture, travail). 1971-1977

art 35 suite : Roseline Py (déconcentration administrative). 1975-1976

métrage : 12

19890131

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1960-1985

Art. 1 : Espace, DOM-TOM.

Art. 1 (suite)-4 : Mer, eau, environnement.

Art. 5-8 : Langue française, enseignement, formation professionnelle.

Art. 8 (suite)-10 : Affaires culturelles, audiovisuel.

Art. 11-12 : Travail gouvernemental.

Art. 13-16 : Collectivités locales.

Art. 16 (suite)-17 : DOM-TOM.

Art. 17 (suite)-20 : Fonction publique, administration.

Art. 21 : Anciens combattants, justice.

Art. 22 : Communauté économique européenne (CEE), politique économique et sociale.

Art. 23-29 : Aménagement du territoire.

Art. 29 (suite)-32 : Entreprises.

Art. 32 (suite)-34 : Agriculture.

Art. 34 (suite)-39 : Énergie, industrie.

Art. 39 (suite)-42 : Politique économique.

Art. 43-45 : Partis politiques.

Art. 46-55 : Défense, politique extérieure, Communauté économique européenne (CEE).

Art. 56 : Organisations internationales, politique économique.

métrage : 19

19910858

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1965-1984

Art. 1 : Espace.

Art. 2-6 : Apprentissage, affaires culturelles, médias.

Art. 6 (suite)-8 : Administration, sécurité, justice.

Art. 8 (suite)-15 : Aménagement du territoire, politique économique, industrielle et monétaire.

Art. 15 (suite)-17 : Transports, télécommunications.

Art. 17 (suite)-18 : Syndicats.

Art. 18 (suite)-19 : Politique sociale, jeunesse et sports.

Art. 20-23 : Environnement, urbanisme, logement.

métrage : 8

19940421

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1960-1986

- Art. 1 : Environnement.
- Art. 2 : Législation et réglementation, justice.
- Art. 2 (suite)-4 : Recherche scientifique et technique, enseignement.
- Art. 4 (suite)-7 : Affaires culturelles, télévision, informatique.
- Art. 8-9 : Gouvernement.
- Art. 10-13 : Aménagement du territoire, DOM-TOM.
- Art. 14-17 : Administration.
- Art. 17 (suite)-18 : Défense.
- Art. 18 (suite)-23 : Politique extérieure.
- Art. 24-25 : Agriculture.
- Art. 25 (suite)-26 : Politique économique et industrielle.
- Art. 26 (suite)-27 : Transports.
- Art. 27 (suite)-30 : Santé, politique sociale.
- Art. 31-32 : Divers.

métrage : 11

19950011

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1963-1984

- Art. 1-4 : Administration, fonction publique.
- Art. 5 : Aménagement du territoire, logement.
- Art. 5 (suite)-6 : Travail gouvernemental.
- Art. 7-9 : Préparation des lois de décentralisation de 1982-1983.
- Art. 10 : Collectivités locales (Corse).

métrage : 3

19950312

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1973-1988

- Art. 1 : Affaires culturelles, enseignement, information et communication.
- Art. 2-3 : Réforme de l'État, fonction publique, législation et réglementation (politique sociale, finances publiques, fonction publique).
- Art. 4 : Informatique, administration, politique économique.
- Art. 5 : Retraites, politique sociale, commerce extérieur.

métrage : 2

19980024

Art. 1-5 : dossiers des conseillers pour les affaires économiques et des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement. 1966-1987

- Art. 1-2 : Dossiers de Jean Aubry et Jean Recoules, conseillers pour les affaires économiques.
- Art. 3 : Dossiers de Corinne Fabre, chargée de mission pour la culture, le commerce et l'artisanat et les relations entre l'administration et les usagers.
- Art. 4 : Notes de François Froment-Meurice et Bernard Hagelsteen, chargés de mission pour les questions constitutionnelles, la commission du rapport du Conseil d'État, la communication et l'industrie ; de Claude Schneider, Jean-Louis Blanc et François Arcangeli, chargés de mission pour l'agriculture, le cadre de vie, l'environnement, la jeunesse, les sports et loisirs ; et de Jean-Charles Savignac, chargé de mission pour le travail et la santé.
- Art. 5 : Dossiers de Jean-Loup Kuhn, chargé de mission pour l'aménagement du territoire et la politique immobilière des administrations ; de Roselyne Py, chargée de mission pour les affaires personnalisées ; et de Jean-Christophe Chouvet, chargé de mission pour le programme de travail du gouvernement et les affaires étrangères.

Art. 6-26 : dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement (SGG), classés selon l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1949-1989

- Art. 6-7 : Télévision, législation et réglementation (environnement, langue française, divorce, CEE).
- Art. 8-9 : Enseignement, recherche scientifique et technique, affaires culturelles, urbanisme.
- Art. 9 (suite)-12 : Administration, informatique, audiovisuel, cérémonies.
- Art. 13-17 : Travail gouvernemental, administration, gouvernement.
- Art. 17 (suite) : Femmes, déconcentration, collectivités locales.
- Art. 18-19 : DOM-TOM, fonction publique, administration.
- Art. 20 : Sécurité, Conseil d'État, Cour des comptes.
- Art. 21-23 : Décentralisation, aménagement du territoire.
- Art. 24 : Industrie, entreprises, travail.
- Art. 25-26 : Budget de l'État.

métrage : 9

19980544

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation.

art 1-2 : Centre national d'études spatiales, satellites, fusées. Loi sur la protection de la montagne. 1965-1986

art 2 (suite)-3 : mer : action de l'État, comités interministériels de la mer (1979-1986), centre national pour l'exploitation des océans, droit de la mer, fonds marins, pollution (1971-1986).

art 4 : religions. Fondation nationale des sciences politiques. Démographie. Extraditions. Droits de l'homme. 1967-1984

art 4 (suite)-5 : code de la sécurité sociale, code pénal, code du travail, code de la mutualité. 1961-1986

art 5 (suite)-6 : organismes de recherche. 1966-1986

métrage : 2

19990107

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1964-1986
art 1-2 : communauté économique européenne. 1964-1986
art 2 (suite) : relations bilatérales. Organisations internationales. 1966-1985

métrage : 1

19990109

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1964-1989

art 1 : enseignement public (premier et second degré). 1969-1985
art 2 : enseignement privé (premier et second degré). 1978-1985
art 3-4 : enseignement supérieur. 1964-1985
art 5 : formation professionnelle. 1967-1986
art 5 (suite)-6 : questions culturelles et artistiques. 1965-1985
art 6 (suite) -8 : presse, audiovisuel. 1966-1986
art 9 : bases de données juridiques, publications administratives. 1970-1989

métrage : 3

19990110

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1961-1986

art 1 : économie : généralités ; aménagement du territoire : financement, contrat de plan. 1969-1985
art 1 (suite)-3 : entreprises : droit, création, gestion, participation et intéressement des travailleurs, financement. 1976-1986
art 3 (suite)-4 : agriculture : législation et réglementation, financement, production, marché ; pêche ; boissons ; bois et forêts. 1961-1986

métrage : 1

19990111

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1962-1986

art 1 : industrie, reconversion industrielle. 1979-1985
art 2-3 : artisanat, technologie, propriété industrielle, énergie. 1974-1986
art 4 : production industrielle, et de différents types d'industries. 1963-1985
art 5-7 : secteur tertiaire, affaires économiques, commerciales et financières. 1962-1986
art 7 (suite)-8 : accords financiers et fiscaux avec l'étranger. 1965-1986

métrage : 3

19990152

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation.

art 1-10 : administration, justice, police, armée, relations extérieures. 1970-1985

métrage : 3

20000042

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1948-1988

art 1-4 : transports. 1948-1988

art 4 (suite) : nuisances, substances dangereuses, santé. 1974-1986

art 5 : professions médicales et paramédicales. 1976-1980

art 6 : personnel et établissements hospitaliers. 1978-1985

art 7 : travail, emploi, chômage, partenaires sociaux. 1973-1985

art 8 : femmes, Français de l'étranger. 1981-1983

art 9 : rapatriés, réfugiés, handicapés. 1969-1986

art 10 : famille, loisirs, éducation physique et sportive. 1975-1985

art 11 : tourisme, foncier, urbanisme, voiries, banlieues. 1976-1986

art 12 : personnel de la ville de Paris, établissement de la Villette, régie autonome des transports parisiens. 1971-1985

art 13-14 : logements, loyers, baux commerciaux (1960). 1975-1987

métrage : 5

20000437

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation : Constitution, administration. 1946-1985

art 1-6 : Constitution de 1958 : procédures et projets de révision ; règlement de l'Assemblée nationale (1946-1958) ; Constitution de 1958 : préparation et application. 1958

Chrono de la correspondance active de Jean Aubry, conseiller pour les affaires économiques au Secrétariat général du Gouvernement. 1962-1965

Organisation des administrations centrales (par département ministériel) (1970-1985) ; collectivités locales (1965-1985) ; fonction publique territoriale (1981-1985) ; départements d'outre-mer (1980-1985).

métrage : 2

20010414

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1964-1990

art 1-3 : espace, mines, montagne, catastrophes naturelles, protection et aménagement des cours d'eau, mer. 1967-1989

art 3 (suite)-4 : biologie-bioéthique, protection de la faune, conflits raciaux, codification et codes. 1967-1989

art 5 : observatoires économiques, CESTA, CNRS, INRA, INRIA, INSERM, institut Pasteur. 1965-1988

art 6-7 : recherche scientifique et technique : financement, personnel, relations internationales, eurêka, normalisation. 1964-1990

métrage : 2

20020119

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1959-1994

art 1 : catastrophes naturelles ; défense ; prolifération nucléaire ; justice. 1959-1994

art 2 : auxiliaires de justice ; réforme du contentieux administratif. 1975-1989

art 3 : juridiction administrative ; corps diplomatique et consulaire. 1979-1989

métrage 1

20020380

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1965-1989

art 1 : Banque de France et instituts d'émission monétaire. Lutte contre l'inflation. Zone franc. Relations financières internationales. Lois de finances. 1965-1987

art 2 : financement des collectivités locales. Politique fiscale, impôts et taxes. 1965-1988

métrage : 1

20020435

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1970-1990

art 1-5 : économie sociale, planification, départements et territoires d'outre-mer, conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, aménagement du territoire : délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, dossiers par région, contrats de plan, zones d'entreprise, décentralisation tertiaire, groupements d'intérêt économique, fonction publique. 1970-1990

art 6-7 : entreprises : entreprises en difficulté, productivité, chargés sociales, réforme de l'entreprise. 1970-1990

art 7 (suite)-10 : agriculture : ministère de l'Agriculture, chambres d'agriculture, caisse nationale de crédit agricole, structures agricoles, aides aux agriculteurs, statut du fermage, machinisme agricole, animaux, sécurité alimentaire, dossiers par produit (sucre, rhum, banane, fruits et légumes, oléagineux, vin, lait, gemem, semences), calamités agricoles, incendies de forêt. 1970-1990

art 10 (suite)-13 : production : conjoncture économique, budget du ministère de l'Industrie, aides publiques, petites et moyennes entreprises, petite et moyenne industrie, conversion industrielle, organismes professionnels, commerce et artisanat. Énergie : charbon, pétrole, énergie nucléaire. Mines : potasses et phosphates. Salines et carrières. Sidérurgie. Entreprises automobiles. 1970-1990

art 13 (suite)-15 : informatique : généralités, comité interministériel pour l'informatique et la bureautique dans l'administration (CIIBA), agence pour le développement des applications de l'informatique (ADA, ADAI), centre mondial informatique et ressources humaines (CMIRH). Constructions aéronautiques : SNECMA, SNIAS, SOGEP, industries agricoles et alimentaires (IAA). Bois.

Cuir et chaussures. Biotechnologies. Équipements médicaux. Matra. Papiers. 1970-1990

art 15 (suite)-16 : marchés publics. Concurrence. Commerce : généralités. Marchés à terme des matières premières. Chambres consulaires. Marché d'intérêt national (MIN). Commerce non sédentaire. Foires. 1970-1990

art 16 (suite)-17 : transfert de données sociales. Épargne. Investissements. Consommation. Crédit. Varia. 1970-1990

métrage : 6

20030274

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation.

art 1 : commerce extérieur. 1964-1986

métrage : 1

20030275

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation.

art 1 : politique européenne, aide au développement des communautés européennes, programmes intégrés méditerranéens (PIM). 1978-1990

métrage : 1

20030277

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, (dans l'ordre du plan de classement du service de documentation).

art 1-9 : décorations, protocole, droits de l'homme et libertés publiques, autorités administratives indépendantes, départements ministériels : attributions des ministres, locaux et organisations des administrations centrales et des services extérieurs, déconcentration, administration et fonction publique : institut international d'administration publique (IIAP), délégation aux fonctionnaires internationaux (DFI), école nationale d'administration (ENA), instituts régionaux d'administration (IRA), concours de recrutement et titularisation, formation professionnelle, rémunérations, simplifications administratives, affaires catégorielles, sécurité publique. 1965-1989

métrage : 3

20030340

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement (dans l'ordre du plan de classement du service de documentation).

art 1-3 : audiovisuel. 1960-1990

art 4-9 : langues régionales, enseignement, architecture, enseignements artistiques, opéra, Bibliothèque nationale, livre et presse, informatique, mécénat, opérations immobilières de l'administration, communication du gouvernement, apprentissage, emploi, formation professionnelle, enseignement supérieur. 1960-1990

métrage : 3

20030502

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement (dans l'ordre du plan de classement du service de documentation).

art 1 : langue française. 1970-1987

art 2 : législation et réglementation. 1975-1986

art 3 : enseignement, communication, information, publicité. 1977-1987

art 4-5 : pouvoirs publics, fonction publique. 1952-1991

art 6 : action extérieure. 1979-1994

art 7 : communautés européennes. 1976-1988

art 8 : activité économique, répartition de richesse nationale. 1970-1988

art 9 : finances publiques. 1965-1989

art 9 (suite) : accords internationaux, coopération. 1965-1989

art 10 : postes et télécommunications. 1968-1990

art 11-12 : questions sociales (hygiène et sécurité, sécurité sociale, chômage). 1973-1988

art 13 : société (jeunes, immigration, environnement). 1972-1987

art 14 : comité de décentralisation. 1994-1996

métrage : 5

20050030

Dossiers d'Anne de la Presle, chargée de mission au Secrétariat général du Gouvernement, rapporteur de la Commission de coordination de l'informatique juridique (CCIJ).

art 1-4 : fonctionnement et travaux de la commission de coordination de l'informatique juridique (CCIJ). 1979, 1982-1994

art 5 : participation de la France au programme communautaire TEDIS (*trade electronic data interchange systems*). 1989-1997

art 6-7 : développement des échanges de données informatisées, activités du centre pour la facilitation des procédures et des méthodes pour l'administration, le commerce et les transports (CEFACT). 1992-1998

métrage : 2

20100017

Dossiers de travail de François Reymond de Gentile, Dominique Latournerie et François Gautier, chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement. 1958-1976

Art. 1 : Dossiers de Dominique Latournerie. 1969-1975

Art. 1 suite : Dossiers de François Gautier. 1974-1976

Art. 2 : Relations entre le Secrétariat général du gouvernement et la Cour des comptes. 1958-1975

métrage : 1

20110017

Dossiers de travail de chargés de mission au Secrétariat général du gouvernement. 1976-1986

Art. 1-2 : Affaires nucléaires. 1976-1985

Art. 2 (suite)-5: Cryptologie. 1977-1986

Métrage : 2

20110162

Dossiers des chargés de mission au Secrétariat général du Gouvernement, dans l'ordre du plan de classement du service de documentation. 1959-1991

Art. 1 : Recherche et technique. 1974-1986

Art. 1 (suite)-5 : Education et culture. 1965-1987

Art. 5 (suite)-8 : Administration. 1960-1991

Art. 8 (suite) : Union européenne. 1959-1986

Art. 9 : Industrie. 1966-1987

Art. 9 (suite) : Finances et fiscalité. 1959-1974

Métrage : 2

SERVICE DE LA LEGISLATION ET DE LA QUALITE DU DROIT (SLQD)

Fonctionnement

19780211

Secrétariat général du Gouvernement.

art 1-66 : chronos du courrier départ du Service législatif et du Service administratif et financier (classement par destinataire). 1963-1968

métrage : 11

20144754

Dossiers de travail du chef du Service de la législation et de la qualité du droit (SLQD). 1988-2012

Art. 1.4 : Fonctionnement et attributions du service. 1988-2012

Art. 4 suite-10 : Elaboration de la législation et de la réglementation. 2001-2012

Art. 10 suite-14 : Qualité et diffusion du droit. 2001-2012

Art. 14 suite-16 : Union européenne et questions internationales. 2006-2012

Métrage : 5

20150449

Service de la législation et de la qualité du droit (SLQD).

Dossiers de la Mission dématérialisation des procédures relatifs à l'application SOLON (Système d'organisation en ligne des opérations normatives). 1995-2010

Art. 1-4 : Pilotage et suivi administratif. 1995-2010

Art. 5-7 : Suivi juridique et informatique. 1999-2010

Métrage : 2

Préparation des lois, décrets et ordonnances

Les dossiers de préparation des lois, ordonnances et décrets correspondant aux années septembre 1944-1953 sont conservés aux Archives nationales sous la cote F60/1040-1377.

19780058

art 1-219 : dossiers de préparation des lois (correspondance, texte initial, avis du Conseil d'État, du Parlement, expéditions dont vélin). 1954-1962

métrage : 30

19780153

art 1-138 : dossiers de préparation des lois (correspondance, texte initial, avis du Conseil d'État, du Parlement, expéditions dont vélin). 1963-1967

art 139-297 : dossiers de préparation des ordonnances et des décrets (texte initial, correspondance, avis du Conseil d'État et des ministres concernés, textes modifiés, exposé des motifs). 1954-1959

métrage : 39

19780212

art 1-120 : dossiers de préparation des ordonnances et des décrets (texte initial, correspondance, avis du Conseil d'État, des ministres concernés, textes modifiés, exposé des motifs). 1960-1966

métrage : 18

19830740

art 1-67 : dossiers de préparation des lois. janvier 1967-janvier 1973

métrage : 26

19840110

art 1-40 : décrets, dossiers (documents préparatoires). janvier 1967-mars 1973
art 41-43 : ordonnances, dossiers (documents préparatoires). juillet 1967-décembre 1972

métrage : 14

19860195

art 1-48 : dossiers de préparation des lois (classement par année et par numéro de texte). avril 1973-décembre 1975

métrage : 16

19880322

art 1-46 : dossiers de préparation des lois (classement par année et par numéro de texte). 1976-1977

métrage : 15

19930555

art 1-45 : dossiers de préparation des lois (classement par année et par numéro de texte). 1978-avril 1981

métrage : 15

19940194

art 1-121 : dossiers de préparation des lois (classement par année et par numéro de texte). mai 1981-mars 1986

métrage : 40

19940609

art 1-25 : dossiers de préparation des lois (classement par année et par numéro de texte). juillet 1986-mars 1988

métrage : 8

20160360

Art. 1-29 : Dossiers préparatoires des décrets généraux en Conseil des ministres et des décrets généraux pris en application de l'article 37, alinéa 2 de la Constitution. 2000-2005

Métrage : 10

20160604

Art. 1-28 : Dossiers préparatoires des ordonnances. 2000-2005

Métrage : 9

Originaux des lois, décrets et arrêtés

Les originaux des lois 1789-1940, versés par le ministère de la Justice, sont conservés aux AN sous les cotes A//1001 à 1846.

Les originaux des lois et décrets (juillet 1940-septembre 1944) sont conservés aux AN sous les cotes A//1847 à 1912.

La conservation des décrets pour la période 1789-1940 incombait aux ministères porteurs des textes, il convient donc de se tourner, selon les cas, vers les Archives nationales ou les services d'archives ministériels autonomes (Défense, Affaires étrangères, Finances).

19780549

art 1-505 : originaux des lois, ordonnances et décrets du Gouvernement provisoire de la République française et de la IV^e République (classement par type de document). septembre 1944-décembre 1957

métrage : 70

19790646

art 1-63 : originaux des arrêtés interministériels (1944-1957) et des décisions portant citation à l'ordre de la Nation (1944-1957) et de l'armée (1945-1948 et 1951).

métrage : 9

19810404

art 1-16 : vélin originaux des lois adoptées par l'Assemblée nationale. 1947-1953

art 17-18 : vélins originaux des résolutions adoptées par l'Assemblée nationale, le Conseil de la République et l'Assemblée de l'Union française. 1951-1957

métrage : 2

19780317

art 1-47 : dossiers des projets de loi gouvernementaux déposés ou non n'ayant pas abouti (classement par département ministériel). 1951-1973

art 48-63 : dossiers des projets d'ordonnances et de décrets n'ayant pas abouti (classement par département ministériel). 1947-1971

art 64-66 : dossiers des lois et des résolutions sans suite déposées par les parlementaires ayant donné lieu à des avis des ministères intéressés. 1956-1958 et 1968-1973

art 67-70 : vélins originaux des résolutions adoptées par l'Assemblée nationale, le Conseil de la République et l'Assemblée de l'Union française. 1947-1951 et 1957

métrage : 10

19930083

art 1-2 : originaux des lois. 1958-1962

métrage : 2 cauchards

19930227

art 1-56 : originaux des décrets généraux. 1958-1962

métrage : 19

19930237

art 1-3 : plan d'aménagement et d'organisation de la région parisienne. Annexe au décret original 60-857 du 6 août 1960. Albums extraits du versement 19930227. 1960

métrage : 3 albums.

19930351

Originaux des décrets, arrêtés, décisions, instructions et circulaires à la signature du Premier ministre.

art 1-48 : décrets individuels. 1958-1962

art 49-65 : arrêtés. 1958-1962

art 65-67 : médailles de la famille (1958) ; médailles militaires (1958-1962).

art 67-68 : Légion d'honneur. 1959, 1962

art 68 : décisions, instructions, circulaires. 1958-1962

art 69 : citations à l'ordre de la Nation (1958-1962) ; amnisties (1958-1960)⁷ ; décrets de naturalisation (1958).

art 70-73 : décrets de naturalisation. 1959-1962

art 73 : changements de nom. 1958-1962

⁷ Les originaux des décrets de grâce et d'amnistie (1940-1957) sont conservés aux Archives nationales dans la série BB du ministère de la Justice (BB/24/2380 à 2395).

art 74 : dispenses d'âge. 1958-1962

métrage : 25

19970089

art 1-258 : originaux des lois, décrets, arrêtés, décisions, circulaires et instructions à la signature du Premier ministre. 1963-1973

art 1-106 : cotes vacantes

art 107-117 : décrets de naturalisation. 1963-1969

art 118-119 : décrets de changements de nom. 1963-1969

art 120-122 : décrets de dispenses d'âge. 1963-1969

art 123-214 : décrets individuels, décorations. 1963-1973

art 215-223 : décrets de naturalisation, dispenses d'âge, changements de nom. 1970-1973.

art 223 (suite)-256 : arrêtés. 1963-1973

art 256 (suite)-258 : décisions, circulaires, tableaux et instructions. 1963-1973

métrage : 51

20100357

art 1-110 : originaux des lois et décrets à la signature du Premier ministre. 1963-1973

art 1-4 : lois. 1963-1973

art 5-110 : décrets généraux. 1963-1973

métrage : 37 (reconditionnement par les AN)

19990275

Originaux des actes réglementaires.

art 1-2 : ordonnances. juin 1958-décembre 1972

art 2 (suite) : citations à l'ordre de la Nation (juillet 1963-décembre 1973) ; décrets, arrêtés, décisions, instructions relatifs à la défense (non publiés au Journal officiel) (janvier 1964-décembre 1973) ; décrets portant amnistie (non publiés au Journal officiel) (novembre 1970-août 1973) ; ordres de mission (non publiés au Journal officiel) (septembre 1973-novembre 1973).

métrage : 1

20020278

art 1-9 : originaux des lois. 1974-1992

métrage : 3

20020279

art 1-89 : originaux des décrets généraux. 1974-1983

métrage : 30

20020353

art 1-112 : originaux des décrets généraux. 1984-1992

métrage : 37

20020363

art 1-34 : originaux des décrets de naturalisation. 1974-1992

métrage : 11

20020364

art 1-68 : originaux des décrets individuels et décorations (ordre national du Mérite, Légion d'honneur, Palmes académiques, médailles militaires, citations à l'ordre de la Nation, décorations diverses : médailles de l'Aéronautique, pénitentiaire, du Mérite maritime, de la Résistance, des Douanes, des postes et télécommunications, d'honneur des Affaires étrangères). 1974-1983

métrage : 23

20020369

art 1-6 : originaux des décrets de changement de nom. 1974-1992

métrage : 2

20020370

art 1-3 : originaux des décrets de dispenses. 1974-1992

métrage : 1

20020371

art 1-63 : originaux des décrets individuels et décorations (ordre national du Mérite, Légion d'honneur, médaille militaire, Palmes académiques, décorations diverses : médaille de l'Aéronautique, pénitentiaire, de la Résistance, du Mérite maritime, des postes et télécommunications, des Douanes, d'honneur des Affaires étrangères), citations à l'ordre de la Nation, disciplines pour ces ordres. 1984-1992

métrage : 21

20020407

art 1-33 : originaux des arrêtés. 1974-1992

métrage : 11

20020408

art 1-3 : originaux des décisions, instructions, listes, circulaires et directives. 1974-1992

métrage : 1

20020409

art 1-3 : originaux des décrets portant amnisties. 1975-1992

métrage : 1

20020410

art 1 : originaux des ordres de mission. 1975-1992

métrage : 1

20020411

art 1 : originaux des ordonnances. 1976-1992

métrage : 1

20020412

art 1-3 : originaux des décrets classifiés confidentiel défense. 1974-1992

métrage : 1

20100232

Art. 1-6 : Originaux des lois. 1993-1999

métrage : 2

20100233

Art. 1-167 : Originaux des décrets généraux. 1993-1999

métrage : 56

20100242

Art. 1-75 : Originaux des décrets individuels. 1993-1999

métrage : 25

20100243

Originaux des décrets de décoration. 1993-1999

Art. 1-9 : Ordre de la Légion d'honneur.

Art. 10-12 : Médaille militaire.

Art. 13-19 : Ordre national du mérite.

Art. 20 : Médaille de la Résistance.

Art. 20 (suite)-23 : Palmes académiques.

Art. 24 : Ordre du Mérite maritime, médaille de l'Aéronautique, médailles d'honneur des départements ministériels.

Art. 25 : Citation à l'ordre de la Nation.

métrage : 8

20100244

Art 1-39 : Originaux des décrets de naturalisation. 1993-1999

métrage : 13

20100245

Art 1-24 : Originaux des arrêtés. 1993-1999

métrage : 8

20100249

Originaux des ordonnances, décrets et actes administratifs. 1993-1999

Art. 1 : Ordonnances.

Art. 2-4 : Originaux des décisions, instructions, circulaires, directives, listes, avis soumis à la signature du Premier ministre.

Art. 5-10 : Décrets de changement de nom.

Art. 11 : Décrets de dispenses.

Art. 12 : Décrets d'amnistie.

Art. 13-15 : Décrets classifiés confidentiel défense.

métrage : 5

20140482

Originaux des textes législatifs et réglementaires pour l'année 2000.

Art. 1-2 : Lois et ordonnances.

Art. 3-50 : Décrets généraux, individuels, de naturalisation, de changement de nom, de décoration, d'amnistie et de dispense.

Art. 50 (suite)-53 : Arrêtés.

Art. 54 : Actes infra-réglementaires.

Art. 54 (suite) : Textes classifiés confidentiel défense.

Métrage : 18

20144603

Originaux des textes législatifs et réglementaires pour l'année 2001.

Art. 1-2 : Lois et ordonnances.

Art. 2 suite-50 : Décrets généraux, individuels, de naturalisation, de changement de nom, de décoration, d'amnistie et de dispense.

Art. 51-55 : Arrêtés.

Art. 55 suite-56 : Actes infra-réglementaires.

Art. 56 suite : Textes classifiés confidentiel défense.

Métrage : 19

20150591

Originaux des textes législatifs et réglementaires pour l'année 2002.

Art. 1-2 : Lois et ordonnances.

Art. 2 (suite)-54 : Décrets généraux, individuels, de naturalisation, de changement de nom, de décoration, d'amnistie et de dispense.

Art. 54 (suite)-59 : Arrêtés.

Art. 59 (suite)-60 : Actes infra-réglementaires.

Art. 60 (suite) : Textes classifiés confidentiel défense.

Métrage : 20

20170027

Originaux des textes législatifs et réglementaires de l'année 2003.

Art. 1-2 : Loi et ordonnances.

Art. 2 suite-52 : Décrets généraux, individuels, de naturalisation, de changement de nom, de décoration, d'amnistie et de dispense.

Art. 52 suite-57 : Arrêtés du Premier ministre.

Art. 57 suite-58 : Actes infra-réglementaires.

Métrage : 19

20160430

Originaux des textes législatifs et réglementaires pour l'année 2004.

Art. 1-2 : Lois et ordonnances.

Art. 3-52 : Décrets généraux, individuels, de naturalisation, de changement de nom, de décorations, d'amnistie et de dispense.

Art. 53-57 : Arrêtés.

Art. 58 : Actes infra-réglementaires.

Art. 58 (suite) : Textes classifiés confidentiel défense.

Métrage : 19

Projets et propositions de lois et décrets sans suite ou retirés

19780313

art 1-10 : propositions de lois et de résolutions déposées par les parlementaires (propositions sans suite), dossiers ne comprenant que des documents imprimés de l'Assemblée nationale, gardés pour une éventuelle utilisation du service législatif. 1968-1973

métrage : 2

Les dossiers de projets de loi, d'ordonnance et de décret n'ayant pas abouti pour les années 1944-1949 sont conservés dans la sous-série F60 sous les cotes F60/1028-1039.

19780317

art 1-47 : dossiers des projets de loi gouvernementaux déposés ou non n'ayant pas abouti (classement par département ministériel). 1951-1973

art 48-63 : dossiers des projets d'ordonnances et de décrets n'ayant pas abouti (classement par département ministériel). 1947-1971

art 64-66 : dossiers des lois et des résolutions sans suite déposées par les parlementaires ayant donné lieu à des avis des ministères intéressés. 1956-1958 et 1968-1973

art 67-70 : vélins originaux des résolutions adoptées par l'Assemblée nationale, le Conseil de la République et l'Assemblée de l'Union française. 1947-1951 et 1957

art 67-70 : vélins originaux des résolutions adoptées par l'Assemblée nationale, le Conseil de la République et l'Assemblée de l'Union française. 1947-1951 et 1957

métrage : 10

19860325

art 1-3 : projets de lois déposés à l'Assemblée nationale et n'ayant pas abouti. 1959-1968

art 4-7 : propositions de lois et de résolutions déposées à l'Assemblée nationale (propositions sans suite ayant donné lieu à des avis des ministres intéressés). 1960-1968

métrage : 2

COMMISSION SUPERIEURE DE CODIFICATION

La Commission supérieure de codification est instituée par le décret du 12 septembre 1989. Elle succède à une Commission chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires créée par le décret du 10 mai 1948.

Placée sous la présidence du Premier ministre, elle se compose d'un vice-président, désigné parmi les présidents de section ou de section honoraire au Conseil d'Etat, de membres permanents :

- un représentant du Conseil d'Etat,
 - un représentant de la Cour de cassation,
 - un représentant de la Cour des comptes,
 - un membre de la commission des lois de l'Assemblée nationale,
 - un membre et de la commission des lois du Sénat,
 - le directeur des affaires civiles et du sceau,
 - le directeur des affaires criminelles et des grâces,
 - le directeur général de l'administration et de la fonction publique,
 - le directeur au Secrétariat général du gouvernement,
- et d'un rapporteur général.

Des membres complémentaires (notamment directeurs d'administration centrale et membres des commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat) sont amenés à siéger selon le projet de code examiné.

Le secrétariat en est assuré par le Secrétariat général du gouvernement (SGG).

Ses missions sont de « procéder à la programmation des travaux de codification, fixer la méthodologie d'élaboration des codes en émettant des directives générales, susciter, animer et coordonner les groupes de travail chargés d'élaborer les projets de codes et fournir une aide à ces groupes en désignant un rapporteur particulier et le cas échéant des personnalités qualifiées, vérifier le champ d'application des textes à codifier en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, adopter et transmettre au Gouvernement les projets de codes ».

La composition de la Commission supérieure de codification est élargie en 1990 au directeur des Journaux officiels, en 1993 au directeur des affaires politiques, administratives et financières au ministère en charge des Départements et territoires d'outre-mer, et en 2008 à deux professeurs agrégés des facultés de droit.

En juin 2000, une compétence consultative est ajoutée sur les projets de textes modifiant des codes existants, puis en février 2008 sur les projets de refonte de codes existants.

La vice-présidence a été assurée par Guy Braibant de 1989 à 2005, puis par Daniel Labetoulle (arrêté du 2 novembre 2005).

20120281

Art. 1-9 : Dossiers de travail de la Commission supérieure de codification. 1990-2008

Art. 9 (suite) : Dossiers relatifs aux autres activités publiques de Guy Braibant. 1990-2002

Métrage : 3

20170199

Dossiers de travail de la Commission supérieure de codification. 1989-2009

Art. 1 : Pilotage. 1989-2008

Art. 1 (suite)-2 : Dossiers de réunion. 1996-2008

Art. 2 (suite)-9 : Préparation de codes. 1989-2009

Métrage : 3

MISSION D'ORGANISATION DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE (MOSPM)

19970278

art 1 : audits sur les services du Premier ministre antérieurs à la création de la mission. 1983-1984

art 1-7 : audits et études de la mission. 1985-1995

art 8-17 : dossiers suivis par la mission à titre de conseil et de pilotage. 1984-1993

art 18 : étude sur un service extérieur aux services du Premier ministre. 1986-1995

art 18 (fin) : documents généraux sur les services du Premier ministre. 1986-1995

métrage : 6

20020414

art 1-2 : rapports d'activité des services du Premier ministre. 1983-1994

métrage : 1

20111008

Dossiers de la Mission d'organisation des services du Premier ministre. 1984-2003.

Art. 1-3 : Minutiers chronologiques. 1995-2002.

Art. 4 : Fonctionnement de la Mission. 1984-2003.

Art. 4 (suite)-9 : Etudes, conseil et pilotage de services. 1985-2002.

Art. 9 (suite)-27 : Nouvelles technologies et bases de données. 1985-2002.

Métrage : 9

20130561

Art. 1-6 : Fonctionnement et activités de la Mission. 1983-2009

Art. 6 suite-20 : Pilotage. 1984-2009

Art. 20 suite-35 : Nouvelles technologies et bases de données. 1991-2009

Art. 35 suite-36 : Union européenne et relations internationales. 2000-2008

Métrage : 12

COMMISSION INTERMINISTERIELLE DE LA POLITIQUE IMMOBILIERE DE L'ÉTAT (CIPI)

Dès 1946-1947, la nécessité de regrouper les administrations publiques dans les départements afin de permettre un meilleur accueil du public et faciliter des réformes administratives conduit à l'adoption de lois. Toutefois, à la fin de 1964, seules 9 cités administratives étaient construites et 9 autres en cours de construction.

En novembre 1964 est mis en place un groupe de travail dit « Guillon », du nom de son président, Inspecteur général adjoint de l'administration du ministère de l'Intérieur. Il est chargé d'évaluer et de programmer la rénovation ou la construction de bâtiments destinés à accueillir et rassembler les divers services de l'Etat dans les départements (dans les préfectures).

A partir de 1968, le système des cités administratives se généralise. On rencontre alors de nombreux cas de figure dans la mise en place puis dans les problèmes qui se posent : achat de terrains, construction de nouveaux bâtiments, mais le plus souvent reprise d'anciennes casernes inutilisées en centre-ville inutilisées avec de gros travaux de rénovation et de mise à jour...

Ces opérations immobilières furent successivement du ressort de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières (CCCOI), créée par décret du 28 août 1949, de la Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture (CNOIA) (décret du 28 août 1969) puis de la Commission interministérielle de la politique immobilière de l'État (CIPI). Cette dernière est instituée par la circulaire du Premier ministre du 21 février 1992 relative à la réforme du patrimoine immobilier de l'Etat. Cet organe de consultation en matière immobilière est confirmé par le décret du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration.

La circulaire du 21 février 1992 a mis en place les moyens de déconcentration et de gestion économique de l'ensemble des locaux affectés aux administrations civiles de l'Etat à la suite des orientations définies par le séminaire gouvernemental sur le renouveau du service public du 11 avril 1991. La CIPI a pour mission d'assurer la coordination de la politique immobilière de l'État qui demeure menée, au plan national, par chaque département ministériel pour ce qui le concerne et, au plan local, par le préfet.

La CIPI a, dès sa création, était placée auprès du Premier ministre (Secrétariat général du gouvernement). Cependant, jusqu'en 1997, le secrétariat général de cette instance a été assuré par un chef de bureau de la direction générale des impôts. A partir de la fin de l'année 1995 pour faire face à l'accroissement du rôle de la CIPI, est mis en place un secrétariat permanent.

Suite à la décision de transférer la gestion des investissements immobiliers dans les cités administratives au ministère chargé du domaine au 31 décembre 2011, les attributions de la CIPI ont été reprises par France Domaine le 1^{er} janvier 2012.

20070437

Gestion des cités administratives.

art 1-3 : budget des opérations immobilières (classement chronologique). 1963-1989

art 3 (suite)-22 : gestion (classement par département). 1946-1998

métrage : 7

20080133

art 1 : minutiers chronologiques. 1989-1997

art 1 (suite) : groupe de travail présidé par Jean Iehlé sur la déconcentration en matière d'opérations immobilières. 1968-1969

art 2-5 : fonctionnement et activités de la commission interministérielle de la politique immobilière de l'État (CIPI). 1987-1999

art 5 (suite)-7 : cités administratives : études et aménagements. 1962-1998

art 7 (suite)-9 : participation de la CIPI au comité de décentralisation. 1995-1999

métrage : 3

20160188

Dossiers de la Commission interministérielle de la politique immobilière de l'Etat (CIPI). 1980-2012

Art. 1-7 : Pilotage de la politique immobilière. 1994-2012

Art. 7 suite-10 : Dossiers thématiques. 1994-2012

Art. 10 suite-22 : Gestion des cités administratives (budget, règlements de co-affectation...). 1980-2011

Métrage : 7

20160246

Dossiers de la Commission interministérielle de la politique immobilière de l'Etat (CIPI).

Art. 1-36 : Gestion des cités administratives (classement par région, puis par département et par cité). 1993-2010

Métrage : 12

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT AUPRES DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

Instituée par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la CNIL est une autorité administrative indépendante composée de parlementaires, de représentants des trois grands corps de l'Etat et de personnalités qualifiées. Elle a été réformée par la loi du 6 août 2004, qui transposait la directive européenne du 24 octobre 1995 sur la protection des données à caractère personnel. La loi de 2004 allège de façon substantielle les obligations déclaratives des détenteurs de fichiers, accroît les pouvoirs de la CNIL en ce qui concerne les contrôles sur place et les sanctions, et renforce les droits des personnes.

La CNIL a pour mission générale de veiller au respect des principes généraux énoncés par la loi du 6 janvier 1978 selon lesquelles l'informatique est au service de chaque citoyen et ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles et publics. Dans ce but, la CNIL exerce un triple rôle de contrôle, d'information et de proposition en matière de traitement automatisé d'informations nominatives.

La CNIL se réunit en séance plénière une fois par semaine. Lors de ces séances, elle adopte des délibérations portant sur des traitements ou des fichiers et examine les projets de loi ou de décret soumis pour avis par le gouvernement. Depuis la loi du 6 août 2004, la CNIL se réunit également en formation contentieuse (une fois par mois) pour prononcer des mesures à l'encontre de responsables de traitement qui ne respectent pas la loi (avertissement, mise en demeure, sanctions pécuniaires...).

La loi du 6 janvier 1978 prévoit qu'un commissaire du gouvernement, désigné par le Premier ministre, siège auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Selon l'article 4 du décret du 17 juillet 1978, le commissaire du gouvernement est convoqué à toutes les séances de la Commission, dans les mêmes conditions que les membres de celle-ci ; il est remplacé, en cas d'empêchement, par un commissaire du Gouvernement adjoint.

Lors des séances de la Commission, le rôle du commissaire du gouvernement est d'éclairer la CNIL sur les orientations du gouvernement et sur les motivations de l'administration concernant la mise en œuvre des traitements.

La circulaire du Premier ministre du 12 mars 1993 confie également au commissaire du gouvernement auprès de la CNIL le rôle de coordination de l'application de la loi « Informatique et libertés » au sein des différentes administrations.

Les versements décrits ci-dessous n'ont pas été effectués par la CNIL, mais par le commissaire du gouvernement auprès de cet organisme.

19870567

art 1 : réunions de la CNIL. 1979-1981

art 2-14 : dossiers examinés en séance concernant les déclarations de traitements automatisés nominatifs à la CNIL (par département ministériel, par direction, par organisme). 1979-1987

métrage : 5

19940680

Dossiers examinés en séance, par ministère et par thème. 1980-1993

art 1: secteur privé ; DOM-TOM, affaires étrangères; éducation nationale.

art 2: assurances sociales et prestations sociales ; postes et télécommunications.

art 3: hôpitaux ; impôts et finances ; défense.

art 4: travail ; INSEE ; intérieur.

art 5: Banque de France ; sida, recherche.

art 6: sida et hôpitaux; affaires sociales ; santé ; justice.

métrage : 2

19960395

Commission nationale informatique et libertés (CNIL) (dossiers provenant d'un conseiller technique au cabinet du ministre de la Justice).

art 1 : création, correspondance active de Richard Dell'Agnola, secrétaire (1974-1975) ; réunions des rapporteurs : dossiers préparatoires ; réunions de la commission : dossiers de séances ; enquêtes et consultations auprès de ministères, de syndicats, d'organisations professionnelles, d'entreprises et d'organismes publics ou privés : préparation et suivi. 1974-1975

art 2 : enquêtes et consultations : suivi. Projets de rapport. 1974-1975

art 3 : rapport définitif et annexes. juin 1975

métrage : 1

19960399

art 1 : dossiers examinés en séance : prestations sociales, prestations familiales. 1981-1986

métrage : 1

20040097

art 1-2 : fonctionnement et activités de la CNIL.

art 2 : grands corps de l'État. Autorité administrative indépendante. Premier ministre. 1979-1998

art 3-10 : affaires sociales, santé, sécurité sociale, emploi. 1982-1998

art 11 : agriculture, culture, défense, anciens combattants. 1971-1998

art 11 (suite)-18 : économie et finances. Banque de France, banques, assurances. 1981-2001

art 19-22 : enseignement et recherche scientifique. Équipement. Affaires intérieures. Jeunesse et sport. Justice. 1974-2000

art 22 (suite)-25 : collectivités territoriales. Entreprises publiques et privées. Union européenne. 1982-1999

métrage : 8

20070440

Dossiers de Charlotte-Marie Pitrat, commissaire du gouvernement auprès de la commission nationale de l'informatique et libertés (CNIL) (classement par département ministériel). 1974-2004

art 1 : affaires étrangères, agriculture, culture.

art 2-4 : économie et finances.

art 4 (suite) : éducation nationale. Recherche.

art 5 : environnement. Équipement. Europe.

art 6-7 : industrie. Intérieur. Justice.

art 7 (suite)-9 : logement. Santé. Travail.

art 10-12 : secteur privé.

métrage : 4

20111029

Dossiers de travail du Commissaire du gouvernement auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). 1980-2009

Art. 1-2 : généralités. 1980-2009

Art. 2 (suite)-14 : dossiers par ministère. 1982-2008

Art. 15 : collectivités territoriales. 1989-2007

Art. 15 (suite) : secteur privé. 2001-2007

Métrage : 5

20130095

Dossiers de travail du Commissaire du gouvernement auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). 1987-2010

Art. 1 : Généralités. 1997-2008

Art. 1 suite-23 : Dossiers par secteur ministériel et par organisme. 1987-2010

Art. 24 : Collectivités territoriales. 2004-2008

Art. 24 suite : Secteur privé. 2002-2009

Métrage : 8

20150094

Dossiers du Commissaire du gouvernement auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Art. 1 : Suivi des activités de la CNIL. 2002-2011

Art. 2-14 : Dossiers par secteur ministériel. 1995-2012

Art. 14 (suite) : Institutions. 2002-2011

Art. 14 (suite) : Secteur privé. 2005-2011

Métrage : 5

20160434

Dossiers du Commissaire du gouvernement auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Art. 1 : Comptes rendus des séances plénières de la CNIL par le commissaire du gouvernement. 2004-2010

Art. 1 (suite)-14 : Dossiers par secteur ministériel. 1995-2014

Métrage : 5

MISSION D'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

La Mission d'organisation administrative est créée en 1975 et placée auprès du Secrétariat général du Gouvernement (SGG). Elle est alors en charge du traitement des questions relatives aux relations entre l'administration et les usagers.

Par la suite, la Mission d'organisation administrative est étroitement associée à la préparation et à la mise en oeuvre des deux premiers programmes de simplification administrative, confiés par le Premier ministre à Michel de Guillenchmidt, alors maître des requêtes au Conseil d'Etat. L'objectif de ces programmes était d'alléger certaines procédures et de supprimer les formalités administratives inutiles.

19820065

art 1-6 : premier et deuxième programmes de simplifications administratives⁸.
1977-1980

métrage : 1

⁸ Les archives du 5^e programme de simplifications administratives ont été versées par le cabinet de Jean-François Deniau, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des réformes administratives (versement 19820066).

COLLECTION DE DOCUMENTS ISOLES

19860231

art 1-7 : collection de rapports, études, documents de travail (littérature grise rassemblée par la Mission des archives). Documents isolés provenant de différents services ou cabinets ministériels. 1963-1985

métrage : 2

SERVICE D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT (SIG)

Introduction

Le Service d'information du gouvernement (SIG), créé en 1996 sous cette appellation, est l'héritier du Service d'information et de diffusion, dont l'origine remonte à 1976 (décret du 6 février 1976). Il avait été précédé par plusieurs institutions successives, dont l'intitulé varia au fil des années :

- le Service de liaison interministérielle pour l'information (SLII), créé en 1963 et rattaché au ministère de l'Information (loi de finances rectificative du 31 juillet 1963)
- le Comité interministériel pour l'information (CII), créé en 1968, rattaché au Premier ministre et présidé par le secrétaire d'État à l'Information (décret du 25 décembre 1968)
- la Délégation générale à l'information, créée en 1974 (décret du 12 juin 1974)

Les missions du Service d'information du gouvernement (SIG) sont précisées par le décret du 18 octobre 2000 :

- analyser l'évolution de l'opinion publique et le contenu des médias
- diffuser aux élus, à la presse et au public des informations sur l'action gouvernementale
- d'entreprendre des actions d'information d'intérêt général à caractère interministériel sur le plan national et, en liaison avec les préfets et les ambassadeurs, dans le cadre des services déconcentrés de l'Etat
- apporter une assistance technique aux administrations publiques et de coordonner la politique de communication de celles-ci, en particulier en matière de campagnes d'information et d'études d'opinion.

Dans les années 2010, ces missions évoluent sans pour autant qu'un nouveau décret soit promulgué, autour de 3 axes principaux :

- **l'information du Premier ministre sur l'évolution de l'opinion publique et le traitement médiatique de l'action du gouvernement.** Dans cette perspective, le SIG est un centre de ressources stratégiques (études et sondages, analyses médias, veille média et web) mis à la disposition du Gouvernement pour analyser la perception de son action par l'opinion. Il met en perspective les principaux sujets qui ont retenu l'attention des médias et qui ont été mémorisés par les Français et commentés par les internautes. Il réalise ainsi des études, qualitatives ou quantitatives, mesurant les évolutions de l'opinion sur les réformes entreprises et les principaux sujets d'actualité. ;
- **la valorisation de l'action du Premier ministre et du gouvernement.** Le SIG intervient pour expliquer l'action du Premier ministre et pour informer sur l'action du Gouvernement. Il édite le portail www.gouvernement.fr et ses applications iPhone et iPad. Il réalise également des vidéos et administre Fil Gouv', plateforme interministérielle de stockage et de partage de vidéos. Il peut réaliser toutes opérations de communication, sur des thématiques interministérielles - ou par subsidiarité d'un ministère - et peut également abonder des campagnes jugées prioritaires.
- **la coordination interministérielle de la communication du gouvernement.** Le SIG structure, encadre et pilote la communication gouvernementale dont l'exercice est

principalement assuré par les directions de communication des ministères. Il délivre, après examen et au nom du Premier ministre, les agréments nécessaires :

- à la réalisation de campagnes de communication ministérielles ;
- à la création de sites Internet et applications mobiles de l'État, dont il assure la rationalisation ;
- à la réalisation d'études et de sondages.

Le SIG pilote et anime les réseaux des communicants de l'État au sein des administrations centrales et déconcentrées. En période de crise majeure, il met à disposition de la Cellule Interministérielle de Crise un dispositif complet d'information interministérielle s'appuyant à la fois sur une veille de l'opinion, des médias et du web, sur un site Internet et sur un centre de contacts multi-canal. Enfin, il produit des textes de référence dont certains peuvent prendre une valeur réglementaire afin de formaliser et d'accompagner son action interministérielle.

Selon les périodes, le directeur du SIG (qui peut être également délégué interministériel à la communication) est entouré d'un ou plusieurs sous-directeurs et de chargés de mission.

Le SIG s'articule autour de plusieurs pôles :

- analyse de l'opinion publique (département opinion, département médias et réseaux sociaux)
- coordination interministérielle de la communication gouvernementale (département Com'Gouv, département communication de crise et communication territoriale de l'Etat)
- information sur l'action du gouvernement (département Digital SPM et cellule arguments)
- ressources (administration générale)

Les chefs de service du SID puis du SIG :

Hubert BLANC: avril 1976-mai 1978.

Jacques BILLE: mai 1978-août 1981.

Jean-Cyril SPINETTA: août 1981-mars 1984.

Joseph DANIEL: mars 1984-juin 1986.

Jean-Pierre CHARVERON: juin 1986-avril 1987.

Gérard COSTE: avril 1987-août 1988.

Jean-Louis MISSIKA: août 1988-octobre 1991.

Jean-François MARY: octobre 1991-mai 1993.

Jean-Claude HALLE : mai 1993-novembre 1995

Alexandre BASDEREFF : novembre 1995-juillet 1997

Bernard CANDIARD : juillet 1997-août 2002

Françoise MIQUEL : septembre 2002-février 2005

Vincent DE BERNARDI : février 2005-septembre 2007

Thierry SAUSSEZ : avril 2008-octobre 2010

Véronique MELY : mars 2011-septembre 2012

Philippe GUIBERT : septembre 2012-avril 2014

Christian GRAVEL : avril 2014-janvier 2017

Virginie CHRISTNACHT : mars 2017-

Versements aux Archives nationales

INSTITUTIONS AYANT PRECEDE LE SERVICE D'INFORMATION ET DE DIFFUSION (SID)

20010086

Cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre de l'Information de 1962 à 1966.
art. 94-100 : dossiers du Service de liaison interministérielle pour l'information (SLII) : notes et réunions. 1963-1965

19900355

art 1 : budgets de sondages effectués par l'IFOP, la SEMA, la COFREMCA et ERIM. 1970-1977
art 1-2 : comptes rendus du comité interministériel pour l'information. 1970-1973
art 2 : comptes rendus de la commission technique du comité interministériel pour l'information. 1969-1972
art 3 : réunions mensuelles des responsables de l'information dans les cabinets ministériels. 1974-1976
art 3 : chronos (1978-1981) ; dossiers de séance des réunions préparant le communiqué des Conseils des ministres. 1977-1982
art 4 : indicateurs BVA effectués pour le compte du SID. 1981-1986
art 5 : dossiers de Joseph Daniel, chef du service d'information et de diffusion. 1981-1985

métrage : 2

DIRECTEURS

19980247

Chef du Service d'information et de diffusion (SID) et directeur du Service d'information du gouvernement (SIG).

art 1-7 : correspondance. 1981-1997
art 7 (suite) : petits déjeuners SID entreprises. 1990-1992
art 7 (suite)-9 : organisation générale du service et de chaque département. 1986-1997
art 9 (suite) : budget 1981-1996, personnel. 1987-1996
art 10-11 : activités du département analyses et études d'opinion. 1987-1996
art 11 (suite)-12 : activités du département international, presse étrangère. 1988-1995.
art 13 : information et communication gouvernementale : principes. 1981-1996
art 13 (suite)-24 : campagne d'information et de communication gouvernementales : organisation, coordination et suivi. 1978-1996
art 27 (suite)-art 28 : information des usagers. 1986-1995

art 28 (suite)-art 30 : opinion publique : enquêtes et études. 1987-1995
art 30 (suite) : relations publiques. 1989-1994
art 31 : communication gouvernementale. 1986-1994

métrage : 10

20060253

Dossiers des chefs du Service d'information et de diffusion (SID) puis du Service d'information du gouvernement (SIG).

art 1-2 : minutiers chronologiques. 1987-1997
art 2 (suite) : bilans et fonctionnement du SID puis du SIG. 1988-1997
art 2 (suite)-9 : coordination de la communication gouvernementale. 1987-1997

métrage : 3

20060252

Dossiers de Bernard Candiard, chef du Service d'information du gouvernement (SIG) de 1997 à 2002.

art 1-3 : minutiers chronologiques. 1999-2002
art 4-6 : préparation des interventions et des déplacements de Bernard Candiard. 1997-2002
art 7-11 : fonctionnement et activités du SIG. 1997-2002
art 12-23 : coordination de la communication gouvernementale. 1994-2002

métrage : 8

20060254

Dossiers de Françoise Miquel, directrice du Service d'information du gouvernement (SIG) de 2002 à 2005.

art 1 : minutiers chronologiques. 2002-2005
art 1 (suite)-2 : fonctionnement, produits et bilan du SIG. 2002-2004
art 2 (suite)-6 : coordination de la communication gouvernementale. 2002-2005

métrage : 2

Voir également le versement **19900355**, art. 5.

20120126

Dossiers des directeurs du Service d'information du gouvernement (SIG).

Art. 1-7 : Activités et fonctionnement du SIG. 1997-2010
Art. 7 (suite)-10 : Campagnes d'information. 2002-2009

Métrage : 3

20150933

Dossiers des directeurs. 1971-2014

Art. 1-8 : Politique de communication gouvernementale. 1971-2013

Art. 8 suite-17 : Organisation et fonctionnement du Service. 1988-2014

Art. 17 suite-19 : Campagnes de communication. 1987-2014

Métrage : 6

CHARGES DE MISSION

19790738

Dossiers de Lucrece Guelfi, inspecteur général du travail et des lois sociales, conseillère technique au cabinet du ministre de l'Information puis du ministre de la France d'outre-mer, puis chargée de mission au Service d'information et de diffusion (SID).

art 1-174 : dossiers documentaires sur la politique sociale, la sécurité sociale, la démographie, la famille, la santé, la toxicomanie, le travail, l'emploi, le travail féminin, l'association internationale pour le progrès social et l'ORTF. 1958-1976

art. 175-193 : chronos courrier. 1964-1976

métrage : 13

20070513

Dossiers de Jean-Yves Nicolas, chargé de mission auprès du directeur responsable de la communication sur l'Europe de 2002 à 2006.

art 1-4 : minutiers chronologiques. 2002-2006.

art 5-26 : actions de communication (euro, élargissement, projet de traité constitutionnel, journée de l'Europe). 2002-2006

métrage : 9

20070515

Dossiers de Jean-Yves Nicolas, chargé de mission auprès du directeur du service d'information du gouvernement (SIG).

art 1-15 : actions de communication sur le thème de l'Europe : enregistrements audiovisuels extraits des dossiers. 2000-2006

6 vidéocassettes, 6 bétacam, 2 U-matic et 1 DVD.

20080131

art 1 : actions de communication sur le thème de l'Europe : enregistrement audiovisuel extrait des dossiers de Jean-Yves Nicolas, chargé de mission auprès du directeur du service d'information du gouvernement (SIG). 2006

1 vidéocassette.

DEPARTEMENTS DOCUMENTATION, REVUES DE PRESSE, PUBLICATIONS

19900651

art 1-30 : collection de publications officielles (service du Premier ministre, diffusion interne) : presse internationale, revue de presse, presse régionale, revue de la presse audiovisuelle. 1981-1986

métrage : 10

19910728

Collection de publications.

art 1-11 : presse audiovisuelle. juillet 1988-décembre 1989

art 12-19 : presse internationale. septembre 1988-décembre 1989

art 19-22 : presse régionale. décembre 1988-décembre 1989

métrage : 7

19930054

art 1-26 : revues de presse (presse audiovisuelle, internationale, régionale). 1990-1991

art 26-36 : dossiers des élections : déclarations gouvernementales, presse, textes officiels, sondages, dossier du candidat (argumentaire des candidats de la majorité parlementaire). 1961-1973

art 37-55 : déclarations de personnalités (membres du gouvernement, responsables de partis ou chefs de file, dirigeants syndicaux). 1958-1974

métrage : 18

19980538

Dossiers documentaires (documentation non publiée).

art 1-5 : élections. 1974-1980

art 6-42 : discours d'hommes politiques. 1962-1981

métrage : 14

20030446

Centre de documentation.

art 1-158 : collection de déclarations des membres du gouvernement et responsables de partis politiques et organisations syndicales (classement alphabétique). 1972-1995

métrage : 53

20030447

Centre de documentation.

art 1-23 : collection de déclarations de François Mitterrand, Président de la République. 1981-1995

métrage : 8

20080608

art 1-142 : collection des déclarations des membres du gouvernement et responsables des partis politiques et organisations syndicales (classement alphabétique). 1995-2007

métrage : 47

20144365

Art. 1-187 : collection des déclarations des membres du gouvernement et responsables des partis politiques et organisations syndicales, constituée par le centre de documentation. 1995, 2003-2006

Métrage : 19

20160472

Service d'information et de diffusion (SID), Département documentation.

Dossiers documentaires relatifs aux élections et référendums. 1968-2001

Art. 1 : Elections sénatoriales (reliquat). 1968-1980

Art. 2-101 : Elections et référendums. 1981-2001

Métrage : 15

20150248

Département Veille et ressources d'information.

Art. 1-3 : Rétrospectives de spots publicitaires en matière de communication gouvernementale élaborés entre 1930 et 2008 : enregistrements audiovisuels. 2008

Métrage : 1

DEPARTEMENT CAMPAGNES DE COMMUNICATION**Dossiers d'agrément des campagnes****19850495**

art 1-29 : dossiers des campagnes d'information menées par les différents départements ministériels en direction du grand public : gestion et contrôle. 1974-1984

métrage : 10

20010321

art 1-40 : dossiers d'agrément des campagnes de communication menées par les différents départements ministériels. 1990-1996

métrage : 13

20050463

art 1-52 : dossiers d'agrément des campagnes de communication menées par les différents départements ministériels. 1997-1999

métrage : 17

20060257

art 1 : minutiers chronologiques. 1996-1999

art 2 : réunions d'information (petits déjeuners et mardis du service d'information du gouvernement, SIG). 1997-2000

art 3 : club Image de la France. 2000-2001

art 4-27 : dossiers d'agrément des campagnes de communication menées par les différents départements ministériels. 2000

métrage : 9

20070111

art 1-15 : dossiers d'agrément des campagnes de communication menées par les différents départements ministériels. 2001

métrage : 5

20080520

Campagnes de communication des années 2002 et 2003.

art 1-14 : année 2002. 1997-2003

art 15-40 : année 2003. 1995-2006

métrage : 13

20090360

Dossiers du département campagnes de communication.

art 1-5 : fonctionnement et activités du département. 2002-2005

art 5 (suite)-20 : campagnes de communication de l'année 2004. 2001-2005

métrage : 1

20110170

Dossiers du Département des campagnes de communication. 2002-2007

Art. 1-15 : Activités du Département. 2005-2006

Art. 15 (suite)-39 : Campagnes de communication. 2002-2007

-Art. 15 (suite)-25 : Année 2005. 2002-2007

-Art. 26-39 : Année 2006. 2002-2007

Métrage : 2

20130045

Dossiers du Département des campagnes de communication.

Art. 1-2: Suivi administratif et correspondance. 2006-2008

Art. 2 (suite)-22: Campagnes de communication des années 2007 et 2008. 1992-2009

Métrage : 7

20150624

Dossiers de travail du Département Campagnes de communication. 2008-2012

Art. 1 : Fonctionnement. 2009

Art. 1 (suite)-9 : Campagnes de communication de l'année 2009. 2008-2012

Métrage : 3

20160433

Dossiers de travail du Département Communication externe. 2006-2012

Art. 1 : Fonctionnement. 2010-2011

Art. 1 (suite)-10: Campagnes de communication des années 2010 et 2011. 2006-2012

Métrage : 3

Affiches et supports visuels

20060524

art 1-204 : affiches des campagnes de communication. 1980-1995

20060525

art 1-529 : supports visuels (annonces presse, dépliants, brochures) des campagnes de communication. 1982-2004

20160505

Art. 1-311 : Affiches des campagnes de communication gouvernementales (classement par année puis par ministère). 1996-2006

Métrage : 1

Communicabilité : libre

20160506

Art. 1-736 : Supports visuels (brochures, dépliants, annonces presse...) des campagnes de communication gouvernementales (classement par année puis par ministère). 1996-2006

Métrage : 1

Archives audiovisuelles

20050464

art 1 : demande d'agrément pour une campagne de communication sur l'euro : enregistrement sonore à l'appui. 1997

1 bande sonore.

20050465

art 1-2 : demande d'agrément pour une campagne de communication : enregistrements audiovisuels à l'appui. 1997-1998

2 vidéocassettes.

20060258

art 1-3 : propositions d'extraits musicaux pour l'accueil téléphonique de Matignon : enregistrement sonore. 2000

art 4 : messages téléphoniques de l'accueil de services publics en France et à l'étranger : enregistrement sonore. 2000

4 CD-Rom

20060259

art 1 : proposition d'extraits musicaux pour l'accueil téléphonique de Matignon : enregistrement sonore. 2000

1 bande sonore

20060260

art 1 : visite virtuelle de l'hôtel de Matignon commentée par Olivier Duhamel, professeur de droit, pour le site Internet du Premier ministre. 2000

1 vidéocassette

DEPARTEMENT ÉTUDES ET SONDAGES D'OPINION

20070360

art 1-40 : études et sondages d'opinion commandités ou agréés par le Service d'information du gouvernement (SIG). 1972-1999

métrage : 13

20070361

art 1-39 : études et sondages d'opinion commandités par le Service d'information du gouvernement (SIG) (indicateurs de confiance puis indicateurs du SID). 1974-1999

métrage : 13

Voir également le versement **19900355**, art. 4.

20144585

Département Opinion.

Art. 1-78 : Collection d'études et sondages publiés, rassemblée par le ministère de l'Information puis le Service d'information et de diffusion (SID). 1944, 1966-1990

Métrage : 26

20150683

Département Opinion.

Art. 1-39 : Collection d'études et sondages commandités par le ministère de l'Information puis le Service d'information et de diffusion (SID). 1964-1994

Métrage : 13

20160344

Département Opinion.

Art. 1-8 : Agréments de principe et définitifs attribués aux ministères dans le cadre du lancement de marchés d'études d'opinion (classés par année). 1991-2009

Métrage : 3

20160544

Département opinion.

Art. 1-192 : Collection d'études et de sondages d'opinion publiés par les instituts BVA, CSA, IPSOS et divers instituts et organismes, rassemblée par le Service d'information du gouvernement (SIG). 1989-2005

Métrage : 31

20160427

Département des études et sondages d'opinion.

Art. 1-182 : Collection d'études et de sondages d'opinion commandités par le Service d'information et de diffusion (SID), puis par le Service d'information du gouvernement (SIG) (classement par année puis par institut). 1995-2005

Métrage : 29

20160428

Département des études et sondages d'opinion.

Art. 1-179 : Collection d'études et de sondages d'opinion publiés par les instituts IFOP, LOUIS HARRIS et SOFRES, rassemblée par le Service d'information du gouvernement (SIG). 1991-2005

Métrage : 30

DEPARTEMENT INFORMATION DES USAGERS

19930415

art 1 : groupe de coordination d'information des usagers, activités du SID, simplifications administratives. 1976-1986

art 2-6 : préparation des guides d'usagers :

-art 2 : courrier des ministres, "guide de vos droits et démarches", "guide de la retraite". 1975-1986

-art 3 : "guide de la retraite", "guide des jeunes". 1980-1987

-art 4 : "guide des guides", "guides des Français à l'étranger". 1980-1987

-art 5 : "guide des Français à l'étranger", "guide des services d'accueil et de renseignements", "guide de l'entreprise". 1982-1988

-art 6 : "guide de la justice", "guide du consommateur", projets de guides, relations avec l'éditeur Albin Michel. 1977-1988

métrage : 2

COMITE POUR LA CONSULTATION NATIONALE DES JEUNES (1994)

A la suite de la contestation contre la mise en place du contrat d'insertion professionnelle (CIP) par le gouvernement d'Edouard Balladur en mars 1994, le Premier ministre décida le 21 avril de lancer une consultation nationale des jeunes de 15 à 25 ans. « L'opération fut lancée le 21 avril 1994, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Michelle Alliot-Marie, en assurant la coordination. Mais pour écouter les jeunes, lire et comprendre leurs réponses, j'ai souhaité que fût constitué un comité de pilotage, composé de onze personnalités indépendantes »⁹. 9 millions de jeunes furent ainsi invités à remplir un questionnaire pour faire part de leur opinion sur leur vision de la société et de leur avenir.

Le comité pour la consultation nationale des jeunes fut nommé le 27 mai 1994 par Edouard Balladur. Onze membres furent ainsi désignés en raison de leur engagement personnel ou de leur expérience professionnelle :

- - Claude Bébéar, Président d'AXA
- - Rachel Brayer, jeune créatrice d'entreprise
- - Roger Burnel, président de l'Union nationale des associations familiales
- - Gérard d'Andrea, commissaire divisionnaire, conseiller du président de la RATP
- - Mireille Dumas, journaliste et productrice de télévision
- - Domitille Duval-Arnould, juge aux affaires familiales à Bobigny
- - Khalid El Quandili, ex-champion de Full-contact, créateur et animateur de Sports Insertion Jeunes
- - Michel Fize, sociologue au CNRS
- - Alain Michel, président de l'Association humanitaire Equilibre
- - Marie-Danielle Pierrelee, proviseur d'un lycée professionnel à Saint-Denis
- - Christian Spitz, pédiatre, animateur de l'émission Love in Fun sur Fun Radio.

Le comité avait pour mission d'organiser la consultation, et en particulier de rédiger le questionnaire adressé aux jeunes. Il fut également chargé d'analyser les réponses, de formuler des propositions d'action et d'étudier les mesures décidées par les pouvoirs publics.

Tout au long de la consultation, qui débuta en juin 1994 et qui s'acheva le 31 juillet, les membres du comité animèrent des rencontres locales avec les jeunes. Le premier rapport du comité, contenant 57 propositions, fut remis au Premier ministre le 3 octobre. Le 21 décembre 1994, un second rapport regroupant 100 propositions fut remis.

Ces archives ont été versées par le département des opinions du Service d'information et de diffusion (SID) en 1995.

19950193

art 1: Consultation nationale des jeunes. Questionnaire: saisie informatique des réponses (fichier informatique non nominatif). 1994.

⁹ BALLADUR Edouard, *Deux ans à Matignon*, Paris, 1995, p. 216.

19950253

Consultation nationale des jeunes. Lettres accompagnant les questionnaires (sélection par le service). Classement par ordre numérique. 1994.

art 1 : 1 à 978.

art 2 : 979 à 1840.

art 3 : 1841 à 2498.

métrage : 1

20150903

Dossiers du Comité pour la Consultation nationale des jeunes. 1994

Art. 1 : Synthèse générale.

Art. 2-14 : Rapports régionaux et départementaux.

Métrage : 5